

# RAPPORT ANNUEL 2017 DU DELEGATAIRE



Ville de Beauvais - Affermage du Service  
Eau

Eau



## REPERES DE LECTURE

Le document intègre différents pictogrammes qui vous sont présentés ci-dessous.

<b>Repère visuel</b>	<b>Objectif</b>
 Le pictogramme 'ENGAGEMENT' est un logo circulaire rouge et blanc. Le mot 'ENGAGEMENT' est écrit en arc de cercle au-dessus d'un pictogramme central qui ressemble à un œil ou à une cible.	<b>Identifier rapidement nos engagements clés</b>
 Le pictogramme 'FOCUS' est un logo orange et blanc. Le mot 'FOCUS' est écrit en arc de cercle au-dessus d'un pictogramme central qui ressemble à une loupe ou à un objectif.	<b>Mettre en évidence certaines de nos innovations et nos points différenciants</b>
 Le pictogramme 'RESPONSABILITE' est un logo bleu et blanc. Le mot 'RESPONSABILITE' est écrit en arc de cercle au-dessus d'un pictogramme central qui ressemble à un engrenage ou à une roue dentée.	<b>Identifier nos démarches en termes de responsabilité environnementale, sociale, et sociétale</b>

# L'édito



## Veolia – Rapport annuel du délégataire 2017

Madame le Maire,

J'ai le plaisir de vous adresser le Rapport Annuel du Délégué qui vous permet d'accéder aux informations relatives à la gestion de votre service de l'eau et de l'assainissement tout au long de l'année 2017.

A travers ses différentes composantes, techniques, économiques et environnementales, vous pourrez ainsi analyser la performance de votre service, pour lequel nos équipes opérationnelles se mobilisent au quotidien.

Notre Directeur de Territoire, doté d'un réel pouvoir décisionnaire et résidant au sein de votre territoire, sera le garant du service délivré et des engagements de qualité de Veolia.

Les conséquences de la loi NOTRe font évoluer de façon structurante les compétences qui relèvent des Autorités Organisatrices. Désireux de renforcer la relation de confiance qui nous lie, nous serons à vos côtés pour vous accompagner dans cette période de transition.

De même, la GEMAPI, en renforçant la maîtrise des interfaces entre petit et grand cycle de l'eau, constitue, elle aussi, un nouveau défi pour la qualité des milieux, l'attractivité des territoires et la performance des services d'eau et d'assainissement.

Co-construire, ensemble, un nouveau mode de relation entre le public et le privé, établir de nouveaux « Contrats de Service Public », alliant réactivité, transparence, performance, innovation et digitalisation favoriseront le développement de votre territoire, dont vous avez la belle responsabilité.

Nous vous remercions de faire confiance aux équipes de Veolia Eau France qui œuvrent chaque jour pour donner accès à tous à une eau de qualité 24h/24. Au plus près du terrain, elles ont à cœur de mettre la proximité, la transparence et la qualité de service au centre des missions qui leur sont confiées.

Je vous prie d'agréer, Madame le Maire, l'expression de mes salutations les plus respectueuses.

Frédéric Van Heems

Directeur Général Veolia Eau France

# Sommaire

<b>1. L'ESSENTIEL DE L'ANNEE .....</b>	<b>7</b>
1.1. Un dispositif à votre service .....	8
1.2. Présentation du contrat .....	10
1.3. Les chiffres clés .....	11
1.4. L'essentiel de l'année 2017 .....	12
1.5. Les indicateurs réglementaires 2017 .....	22
1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017 .....	23
1.7. Le prix du service public de l'eau .....	25
<b>2. LES CLIENTS DE VOTRE SERVICE ET LEUR CONSOMMATION .....</b>	<b>27</b>
2.1. Les abonnés du service .....	29
2.2. La satisfaction des clients .....	30
2.3. Données économiques .....	31
<b>3. LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE .....</b>	<b>33</b>
3.1. L'inventaire des installations .....	34
3.2. L'inventaire des réseaux .....	35
3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine .....	37
3.4. Gestion du patrimoine .....	39
<b>4. LA PERFORMANCE ET L'EFFICACITE OPERATIONNELLE POUR VOTRE SERVICE .....</b>	<b>45</b>
4.1. La qualité de l'eau .....	46
4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau .....	49
4.3. La maintenance du patrimoine .....	55
4.4. L'efficacité environnementale .....	59
<b>5. LE RAPPORT FINANCIER DU SERVICE .....</b>	<b>61</b>
5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE) .....	62
5.2. Situation des biens .....	65
5.3. Les investissements et le renouvellement .....	66
5.4. Les engagements à incidence financière .....	67
<b>6. ANNEXES .....</b>	<b>71</b>
6.1. La facture 120 m <sup>3</sup> .....	72
6.2. Attestations d'assurances .....	73
6.3. Les données clientèles par commune .....	74
6.4. Le synoptique du réseau .....	75
6.5. La qualité de l'eau .....	76
6.6. Le bilan énergétique du patrimoine .....	78
6.7. Annexes financières .....	80
6.8. Reconnaissance et certification de service .....	88
6.9. Actualité réglementaire 2017 .....	90
6.10. Glossaire .....	97
6.11. Listes d'interventions .....	103





# 1. L'essentiel de l'année

# 1.1. Un dispositif à votre service

## VOTRE LIEU D'ACCUEIL

1, Rue Thérain  
60000 BEAUVAIS

Du lundi au vendredi de 08h00 à 17h00

## TOUTES VOS DEMARCHES SANS VOUS DEPLACER



*Pour toutes les démarches en lien avec vos abonnements aux services d'eau, vous pouvez nous contacter via plusieurs canaux mis à disposition.*

### NOTRE SERVICE CLIENT EN LIGNE :

- 💧 [www.service-client.veoliaeau.fr](http://www.service-client.veoliaeau.fr)
- 💧 sur votre smartphone via nos applications iOS et Android.

**NOTRE CENTRE SERVICE CLIENT, DONT LES COORDONNEES FIGURENT SUR TOUTE FACTURE**

## VOS URGENCES 7 JOURS SUR 7, 24H SUR 24



*Pour toute fuite, incident concernant la qualité de l'eau ou fait anormal touchant le réseau, un branchement, une installation de stockage ou de production d'eau, nous intervenons jour et nuit.*

L'exploitation est optimisée de manière à perturber le moins possible les usagers de services.

## LES INTERLOCUTEURS VEOLIA A VOS COTES

	Fonction	Nom
	<b>Directeur de Territoire</b>	François DE-FRUYT
	<b>Directeur Développement</b>	Daphne HOARAU
	<b>Directeur des Opérations</b>	Ivan BOLJANIC
	<b>Manager de Service</b>	Sébastien VANDEPUTTE
	<b>Responsable équipe Production</b>	David NOCLIN
	<b>Responsable équipe Réseau</b>	Jérôme LOPEZ

## 1.2. Présentation du contrat

### Données clés

---

💧 Déléguataire	Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise
💧 Périmètre du service	BEAUVAIS
💧 Numéro du contrat	Q3800
💧 Nature du contrat	Affermage
💧 Date de début du contrat	01/08/2011
💧 Date de fin du contrat	31/07/2023

#### 💧 Les engagements vis-à-vis des tiers

En tant que déléguataire du service, Sté des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise assume des engagements d'échanges d'eau avec les collectivités voisines ou les tiers (voir tableau ci-dessous).

Type d'engagement	Tiers engagé	Objet
achat	SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	Achat d'eau au S.I.A.E.A.B.
vente	SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	Vente d'eau au S.I.A.E.A.B.

#### 💧 Liste des avenants

Avenant N°	Date d'effet	Commentaire
1	05/10/2017	Avenant conso Loi Brottes, rémunération, amiante, SIG, branchements plomb, analyseurs de chlore, bornes de puisage et détecteurs de prise d'eau

## 1.3. Les chiffres clés

Ville de Beauvais - Affermage du Service Eau

### Chiffres clés



**56 284**

Nombre d'habitants desservis



**27 093**

Nombre d'abonnés  
(clients)



**6**

Nombre d'installations de  
production



**7**

Nombre de réservoirs



**342**

Longueur de réseau  
(km)



**100,0**

Taux de conformité  
microbiologique (%)



**85,2**

Rendement de réseau (%)



**142**

Consommation moyenne (l/hab/j)

## 1.4. L'essentiel de l'année 2017

### 1.4.1. PRINCIPAUX FAITS MARQUANTS DE L'ANNEE

#### 💧 CRISE

Rupture de canalisation en fonte dn 250 mm rue Aldebert Bellier à Beauvais.

Manque d'eau à Beauvais (quartier Saint Jean - environ 12 000 habitants) suite à une casse sur une canalisation de refoulement-distribution.

Les opérations de terrassement ont pu démarrer après que la police municipale a fait enlever deux véhicules stationnés sur les lieux au droit de la casse.

Les abonnés de Beauvais ont été informés de la situation via un appel sortant.



**Info presse**  
10/09/17

### Fuite sur canalisation quartier Saint-Jean à BEAUVAIS

Une rupture de la canalisation en fonte de diamètre 250 mm rue Aldebert BELLIER à BEAUVAIS a conduit à l'interruption de la distribution de l'eau potable dans le quartier Saint Jean de BEAUVAIS ce dimanche 10 septembre 2017 à partir de 12h30.

Les techniciens d'astreinte de Veolia ont procédé à la réparation qui s'est terminée à 17h45.

Le retour à la normale progressif de la distribution d'eau potable est en cours depuis 18h00 sur l'ensemble du quartier Saint Jean à Beauvais.

Les 12 000 habitants concernés ont été prévenus et informés par Veolia dans le cadre de son système d'alerte téléphonique.

*Contact presse :*  
*Laurent PLANAGE, Cadre d'astreinte, Veolia Eau : 07 77 99 86 94*  
*Esther Lett-Bariau, Directrice Communication & Marketing, Veolia Eau : 06 03 97 61 20*

### FAITS DIVERS

#### 4000 logements privés d'eau après une rupture de canalisation à Beauvais

Par Le Courrier Picard | Publié le 11/09/2017



Le quartier Saint-Jean de Beauvais est touché par une rupture de canalisation d'eau ce dimanche après-midi. 4000 logements sont privés d'eau. Les techniciens de Veolia sont sur place, le retour à la normale est prévu pour 11h30.

## Beauvais : 4 000 foyers privés d'eau à Saint-Jean



Beauvais, ce dimanche. Une rupture de canalisation au quartier Saint-Jean de Beauvais prive d'eau 4 000 logements. | P. Fortin / Ouest-France

Plus de 4 000 foyers, soit environ 12 000 habitants, ont été privés d'eau ce dimanche dans le quartier Saint-Jean à Beauvais. Une rupture de canalisation d'alimentation en eau a été détectée vers 12 h 30, obligeant les agents de Veolia à interrompre la distribution en eau dans tout le quartier. Elle a été réparée vers 17 h 30 permettant aux habitants de pouvoir progressivement consommer de nouveau de l'eau.

Tout l'après-midi, les agents Veolia ont effectué des travaux sur le parking du Foyer jeunes travailleurs, là où la canalisation a rompu sur deux mètres. Les réparations n'ont pas présenté de difficulté particulière. Elles ont consisté à remplacer le tronçon endommagé par une nouvelle conduite.

leparisien.fr

## BEAUVAIS 2017

### Renouvellement de conduite

	PEHD (en ml)		FONTE (en ml)				Total	reprise de branchements	Collier+vannette
	Ø50 mm	Ø60 mm	Ø100 mm	Ø150 mm	Ø200 mm	Ø300 mm			
<i>Rue du 51ème Régiment</i>	26,50	24,00	21,50	134,50		85,50	292,00	3	
<i>Rue G. et M. Cahen - Rue du Vercors</i>		216,00	149,00				365,00	21	2
<i>Rue de Savignies</i>		75,00	250,00				325,00	8	2
<i>Rue des Chataigniers</i>		156,00	146,00	5,00			307,00	26	
<i>Rue du Faubourg Saint André</i>		26,00	11,50	365,00			402,50	3	35
<i>Rue des Cavaliers</i>		190,00					190,00	1	
<i>Rue Louis Roger</i>		12,00	8,00	228,00	6,00		254,00		
<i>Rue Saint Louis</i>		295,00	10,00				305,00		
<b>Total</b>	<b>26,50</b>	<b>994,00</b>	<b>596,00</b>	<b>732,50</b>	<b>6,00</b>	<b>85,50</b>	<b>2 440,50</b>	<b>62</b>	<b>39</b>

### Campagne de renouvellement de vannes.

Renouvellement de la canalisation dans les rues suivantes :

- Rue Van Hollebeke (vanne dn 80 mm)
- Boulevard de l'Assault (vanne dn 450 mm)
- Rue Victor Hugo (vanne dn 100 mm)
- Angle rue de l'Argentine et rue du Mont Capron (vanne dn 60 mm)
- Boulevard Saint André (vanne dn 60 mm)
- Rue Van Hollebeke (vanne dn 100 mm)

### DEFENSE INCENDIE

Campagne d'entretien des Hydrants du 4eme trimestre 2017.

Renouvellement de 15 poteaux d'incendie dn100 et 3 bouches d'incendie:

- Rue Jean Sébastien Bach
- Rue Jean Mermoz
- Rue du Docteur Pierre Delie
- Rue de Buzanval (suite sinistre)
- Rue de Tillé (collège Georges Sand)
- Rue de Tillé
- Rue des Lilas
- Rue des Pyrénées angle rue Périgord
- Rue des Pyrénées
- Rue Frère Cagne
- Square Maurice Ravel
- Résidence Jeanne Hachette
- Rue du Docteur Schweitzer
- Rue de Piconlieu
- 13 Résidence Bellevue (BI)
- Angle rue des Pinsons et des Mésanges
- 13 rue Jules Ferry (BI)
- Rue de la Tapisserie (BI)

- INSTALLATIONS

Renouvellement de l'équipement hydraulique au réservoir de Mont Capron

**Avant**



**Après**



Fin des travaux dans la salle des vannes du réservoir de la ZUP.



## 1.4.2. PROPOSITIONS D'AMELIORATION

### 💧 INSTALLATION :

La mise en place d'une canalisation de secours pour l'alimentation du réservoir du Parc des Eaux est à étudier.

## POUR MEMOIRE

### 💧 PRECONISATIONS ISSUES DE L'ETUDE DE GESTION PATRIMONIALE :

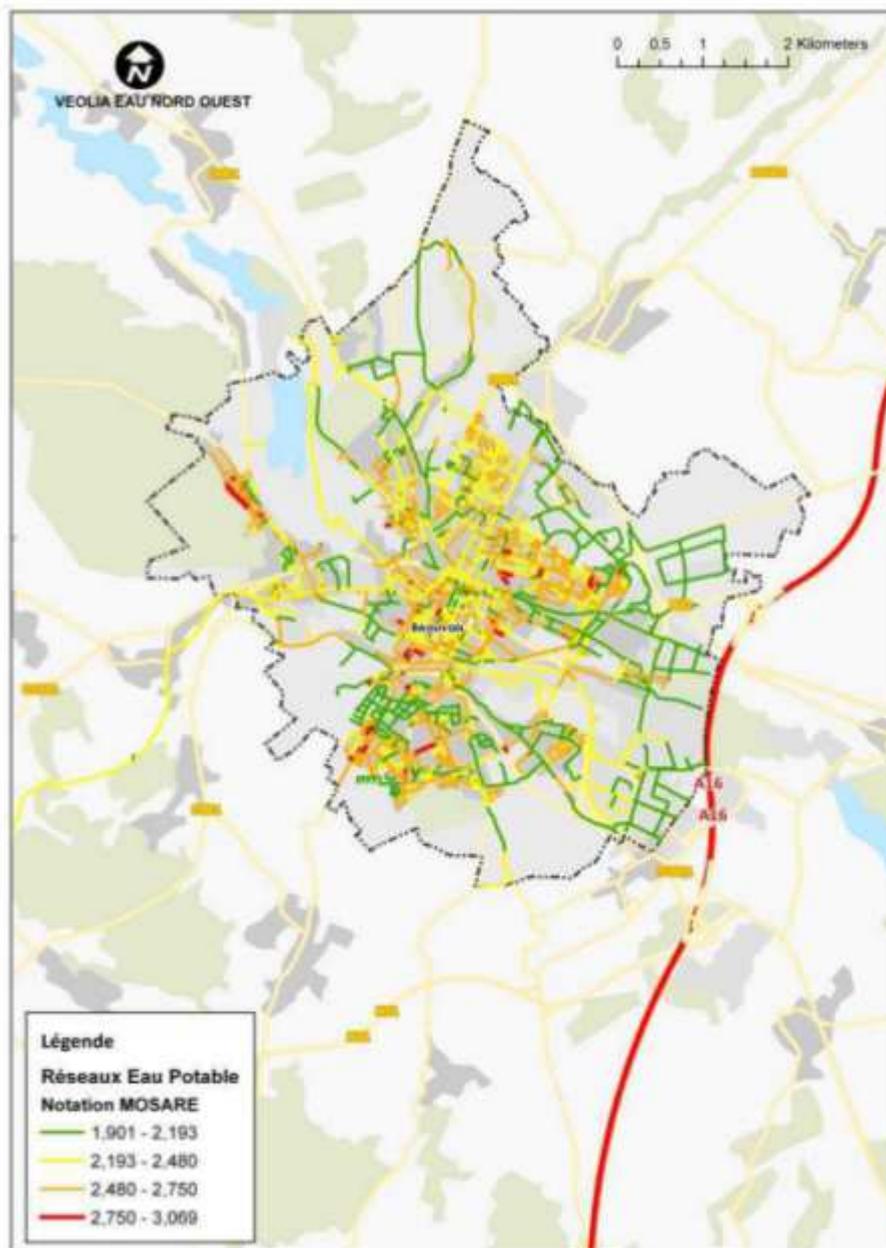
Les taux de connaissance des matériaux et des années de pose sont très bons sur le secteur étudié. Des réunions de travail ayant pour objectif de renseigner les attributs manquants pourront être organisées entre Veolia Eau et la Collectivité.

Le réseau étudié, de 264 kilomètres, est quasiment exclusivement constitué de fonte. Le secteur d'étude comporte 7 étages de pression, c'est le secteur du bas service qui présente l'IRL le plus important.

Ce sont les canalisations en matières plastiques de faible diamètre posées dans les années 1970 qui présentent le risque de défaillance le plus élevé. Les tronçons dont les analyses métallographiques ont mis en évidence des piqures de corrosion profondes sont venus s'ajouter à la liste ainsi que certaines fontes grises anciennes de petit diamètre.

L'approche de modélisation va s'affiner avec le temps, au fil de l'enrichissement des bases « incidents », « analyses » et de la prise en compte de nouveaux paramètres explicatifs. Pour les prochaines mises à jour de l'étude, les données d'occupation du sol pourraient être intégrées à la liste des facteurs de défaillance par exemple. La Collectivité peut aussi souhaiter identifier des secteurs de criticité.

La modélisation des taux de défaillance via l'outil MOSARE permet de définir les urgences de renouvellement. La Collectivité peut se baser sur cette hiérarchisation afin de bâtir son programme prévisionnel de renouvellement avec Veolia Eau.



**Figure 28 : Carte des priorités de renouvellement**

On observe, comme lors de l'étude précédente, que ce sont les canalisations en matières plastiques de faible diamètre posées dans les années 1970 qui présentent le risque de défaillance le plus élevé. Les tronçons dont les analyses métallographiques ont mis en évidence des piqures de corrosion profondes sont apparus dans la liste du fait de la prise en compte de cette information dans la notation des tronçons. VEOLIA - DT NORD OUEST - Département Gestion Patrimoniale 33 Les fontes grises anciennes de petit diamètre apparaissent dans les tronçons ayant des notes élevées. Il est à noter qu'en 2013 il y a 36 fuites dont 35 sur des canalisations en fontes et 27 sur des canalisations en fonte de diamètre inférieur à 100 mm.

Ci-dessous la liste des priorités données par MOSARE (correspondant aux notes  $\geq 2.75$ ):

Longueur	Rue	Année	Matériau	Diam	Note
282,33	Rue Louis Roger	1970	Fonte indéterminée	150	3,069
123,9	Rue Hector Berlioz	1970	Fonte indéterminée	250	2,992
36,92	Rue de Nivillers	1970	Polychlorure de Vinyle	40	2,946
16,86	Allée des Charmilles	1970	Polyéthylène ind.	40	2,931
68,28	Allée des Fresnes	1970	Polyéthylène ind.	40	2,931
140,58	Allée des Noisetiers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,931
33,64	Allée des Platanes	1970	Polyéthylène ind.	40	2,931
70,61	Rue G et M Cahen	1970	Polychlorure de Vinyle	42	2,910
31,1	Rue de Senefontaine	1970	Polyéthylène ind.	63	2,899
54,88	Impasse Fromental	1970	Polyéthylène ind.	41	2,894
48,46	Allée Mallarme	1970	Polyéthylène ind.	40	2,894
82,61	Allée des Sorbiers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,890
51,94	Rue Saint Pierre	1945	Polyéthylène ind.	42	2,888
19,85	Rue du Velay	1971	Polyéthylène ind.	42	2,870
89,79	Rue du Velay	1971	Polyéthylène ind.	53	2,870
149,92	Rue du Vercor	1972	Polychlorure de Vinyle	53	2,870
29,6	Allée des Merisiers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
16,65	Rue des Marronniers	1970	Polyéthylène ind.	41	2,855
55,9	Allée des Hetres	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
49,36	Allée des Peupliers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
64,1	Allée des Peupliers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
23,61	Allée des Cedres	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
64,86	Allée des Noisetiers	1970	Polyéthylène ind.	40	2,855
47,84	Avenue Winston Churchill	1945	Polyéthylène ind.	42	2,799
72,37	Residence Bellevue	1970	Fonte indéterminée	80	2,781
34,61	Residence Bellevue	1970	Fonte indéterminée	80	2,781
30,46	Residence Bellevue	1970	Fonte indéterminée	60	2,776
62,82	Rue de Senefontaine	1970	Fonte indéterminée	60	2,776
69,41	Rue Saint Quentin	1945	Fonte Grise	80	2,774
27,89	Rue du Faubourg Saint Andre	1945	Fonte Grise	80	2,774
75,55	Place de la Prefecture	1945	Fonte Grise	80	2,772
75,67	Rue des Tisserands	1945	Fonte Grise	80	2,772
37,41	Avenue Jean Moulin	1969	Polychlorure de Vinyle	53	2,770
16,05	Avenue Jean Moulin	1969	Polychlorure de Vinyle	42	2,770
86,2	Rue du Rouergue	1969	Polyéthylène ind.	42	2,770
62,51	Rue d' Auvergne	1969	Polychlorure de Vinyle	45	2,770
78,3	Rue du Berry	1969	Polychlorure de Vinyle	45	2,770
29,3	Rue des Ardennes	1969	Polychlorure de Vinyle	45	2,770
31,7	Ruelle Saint Symphorien	1945	Fonte Grise	60	2,769
37,66	Rue de la Boislisle	1945	Fonte Grise	60	2,768
40,69	Rue de Pontoise	1945	Fonte Grise	60	2,762
44,44	Rue du Marechal Bouffiers	1945	Fonte Grise	80	2,760
74,47	Allée des Tennis	1965	Polyéthylène ind.	40	2,760
44,8	Rue Sainte Marguerite	1945	Fonte Grise	80	2,760
29,46	Rue du 27 Juin	2000	Polyéthylène ind.	41	2,759
87,26	Rue du Chânerreine	1945	Fonte Grise	60	2,756
95,38	Rue Edmond Leveille	1945	Fonte Grise	80	2,756
49,86	Allée Allain	1970	Fonte indéterminée	60	2,755
90,14	en privé	1989	Polyéthylène ind.	63	2,753
26,15	Rue du Tourne Broche	1994	Polyéthylène ind.	63	2,753

**Tableau 6 : Inventaire des priorités de renouvellement**

## **Eau adoucie**

Nous avons fait le constat suivant : l'eau de votre réseau est une eau dure voire très dure. Cela génère un mécontentement sur l'eau distribuée chez vos administrés. En effet, le calcaire est présent partout dans la maison. Cette lutte anti-calcaire représente un surcoût financier d'en moyenne 300€/an par foyer.

Ce calcaire a un coût social, tout le monde n'a pas accès à un adoucissement individuel, et un coût écologique. En effet, 1 mm de calcaire sur une résistance augmente la consommation d'énergie de 9%.

Nous vous proposons une solution afin de permettre à vos administrés d'économiser environ 200€/an de pouvoir d'achat par famille, en étudiant la possibilité de mettre en place un adoucissement collectif.

## **EVOLUTIONS REGLEMENTAIRES**

Le 25 mai 2018 entre en vigueur le Règlement Général pour la Protection des Données (RGPD) qui a pour objet d'harmoniser au niveau européen, les règles en matière de protection des données personnelles. Il s'impose à tout organisme, privé ou public, qui traite des données sur des personnes physiques résidant sur le territoire de l'Union Européenne.

Ce règlement introduit notamment un changement majeur : la preuve de la conformité au Règlement doit être apportée par le Responsable du traitement, c'est à dire par celui qui définit les finalités et les moyens du traitement. Il introduit aussi le principe de co-responsabilité qui pourrait s'appliquer conjointement aux autorités organisatrices et opérateurs de services.

Le Règlement s'appliquant à tous les traitements de données à caractère personnel existants, les collectes et les traitements de données requis dans les contrats de DSP sont susceptibles d'être concernés par la nouvelle réglementation. Il convient donc d'examiner les dispositions contractuelles au regard de ces nouvelles exigences, pour le cas échéant les adapter, afin de ne pas s'exposer à des sanctions dont la sévérité a été considérablement durcie.

## 1.5. Les indicateurs réglementaires 2017

INDICATEURS DESCRIPTIFS DES SERVICES		PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
[D101.0]	Nombre d'habitants desservis total (estimation)	Collectivité (2)	56 772	56 284
[D102.0]	Prix du service de l'eau au m <sup>3</sup> TTC	Délégataire	1,48 €uro/m <sup>3</sup>	1,51 €uro/m <sup>3</sup>
[D151.0]	Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service	Délégataire	1 j	1 j
INDICATEURS DE PERFORMANCE		PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
[P101.1]	Taux de conformité des prélèvements microbiologiques	ARS (1)	98,8 %	100,0 %
[P102.1]	Taux de conformité des prélèvements physico-chimiques	ARS (1)	97,7 %	100,0 %
[P103.2]	Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable	Collectivité et Délégataire (2)	110	110
[P104.3]	Rendement du réseau de distribution	Délégataire	84,6 %	85,2 %
[P105.3]	Indice linéaire des volumes non comptés	Délégataire	7,65 m <sup>3</sup> /jour/km	7,32 m <sup>3</sup> /jour/km
[P106.3]	Indice linéaire de pertes en réseau	Délégataire	7,42 m <sup>3</sup> /jour/km	7,07 m <sup>3</sup> /jour/km
[P107.2]	Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable	Collectivité (2)	0,77 %	0,82 %
[P108.3]	Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau	Collectivité (1)	80 %	80 %
[P109.0]	Nombre d'abandons de créance et versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	146	97
[P109.0]	Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité	Collectivité (2)	2 281	1 314
[P151.1]	Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées	Délégataire	1,41 u/1000 abonnés	0,78 u/1000 abonnés
[P152.1]	Taux de respect du délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés	Délégataire	100,00 %	100,00 %
[P153.2]	Durée d'extinction de la dette de la collectivité	Collectivité	A la charge de la collectivité	
[P154.0]	Taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente	Délégataire	2,18 %	3,05 %
[P155.1]	Taux de réclamations	Délégataire	0,30 u/1000 abonnés	0,52 u/1000 abonnés

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

En rouge figurent les codes indicateurs exigibles seulement pour les rapports soumis à examen de la CCSPL

## 1.6. Autres chiffres clés de l'année 2017

L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION ET DE LA DISTRIBUTION	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Volume prélevé	Délégataire	4 598 783 m <sup>3</sup>	4 536 188 m <sup>3</sup>
Volume produit	Délégataire	4 598 783 m <sup>3</sup>	4 536 188 m <sup>3</sup>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	Délégataire	51 289 m <sup>3</sup>	38 264 m <sup>3</sup>
Volume mis en distribution (m <sup>3</sup> )	Délégataire	4 606 615 m <sup>3</sup>	4 544 952 m <sup>3</sup>
Volume de service du réseau	Délégataire	21 745 m <sup>3</sup>	21 689 m <sup>3</sup>
Volume consommé autorisé année entière	Délégataire	3 891 123 m <sup>3</sup>	3 865 651 m <sup>3</sup>
Nombre de fuites réparées	Délégataire	194	161
LE PATRIMOINE DE VOTRE SERVICE	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Nombre d'installations de production	Délégataire	6	6
Capacité totale de production	Délégataire	25 800 m <sup>3</sup> /j	25 800 m <sup>3</sup> /j
Nombre de réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	7	7
Capacité totale des réservoirs ou châteaux d'eau	Délégataire	20 300 m <sup>3</sup>	20 300 m <sup>3</sup>
Longueur de réseau	Délégataire	342 km	342 km
Longueur de canalisation de distribution (hors branchements)	Collectivité (2)	263 km	263 km
Longueur de canalisation renouvelée par le délégataire	Délégataire	0 ml	0 ml
Nombre de branchements	Délégataire	13 170	13 203
Nombre de branchements en plomb	Délégataire	0	0
Nombre de branchements en plomb supprimés	Délégataire	101	6
Nombre de branchements neufs	Délégataire	28	33
Nombre de compteurs	Délégataire	28 687	28 749
Nombre de compteurs remplacés	Délégataire	900	732
LES CLIENTS DU SERVICE ET LEUR CONSOMMATION D'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Nombre de communes	Délégataire	1	1
Nombre total d'abonnés (clients)	Délégataire	26 881	27 093
- Abonnés domestiques	Délégataire	26 839	27 050
- Abonnés non domestiques	Délégataire	41	42
- Abonnés autres services d'eau potable	Délégataire	1	1
Volume vendu	Délégataire	3 899 085 m <sup>3</sup>	3 844 580 m <sup>3</sup>
- Volume vendu aux abonnés domestiques	Délégataire	3 174 515 m <sup>3</sup>	3 089 687 m <sup>3</sup>
- Volume vendu aux abonnés non domestiques	Délégataire	681 113 m <sup>3</sup>	725 393 m <sup>3</sup>
- Volume vendu à d'autres services d'eau potable	Délégataire	43 457 m <sup>3</sup>	29 500 m <sup>3</sup>
Consommation moyenne	Délégataire	142 l/hab/j	142 l/hab/j
Consommation individuelle unitaire	Délégataire	100 m <sup>3</sup> /abo/an	99 m <sup>3</sup> /abo/an

(1) La donnée indiquée est celle du système d'information du délégataire

(2) Les éléments de calcul connus du délégataire sont fournis dans le corps du présent rapport

LA SATISFACTION DES CLIENTS ET L'ACCES A L'EAU	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Existence d'une mesure de satisfaction clientèle	Délégataire	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>	<b>Mesure statistique d'entreprise</b>
Taux de satisfaction globale par rapport au Service	Délégataire	<b>89 %</b>	<b>86 %</b>
Existence d'une Commission consultative des Services Publics Locaux	Délégataire	<b>Oui</b>	<b>Oui</b>
Existence d'une Convention Fonds Solidarité Logement	Délégataire	<b>Non</b>	<b>Non</b>
LES CERTIFICATS	PRODUCTEUR	VALEUR 2016	VALEUR 2017
Certifications ISO 9001, 14001, 50001	Délégataire	<b>En vigueur</b>	
Réalisation des analyses par un laboratoire accrédité	Délégataire	<b>Oui</b>	

## 1.7. Le prix du service public de l'eau

### LA FACTURE 120 M<sup>3</sup>

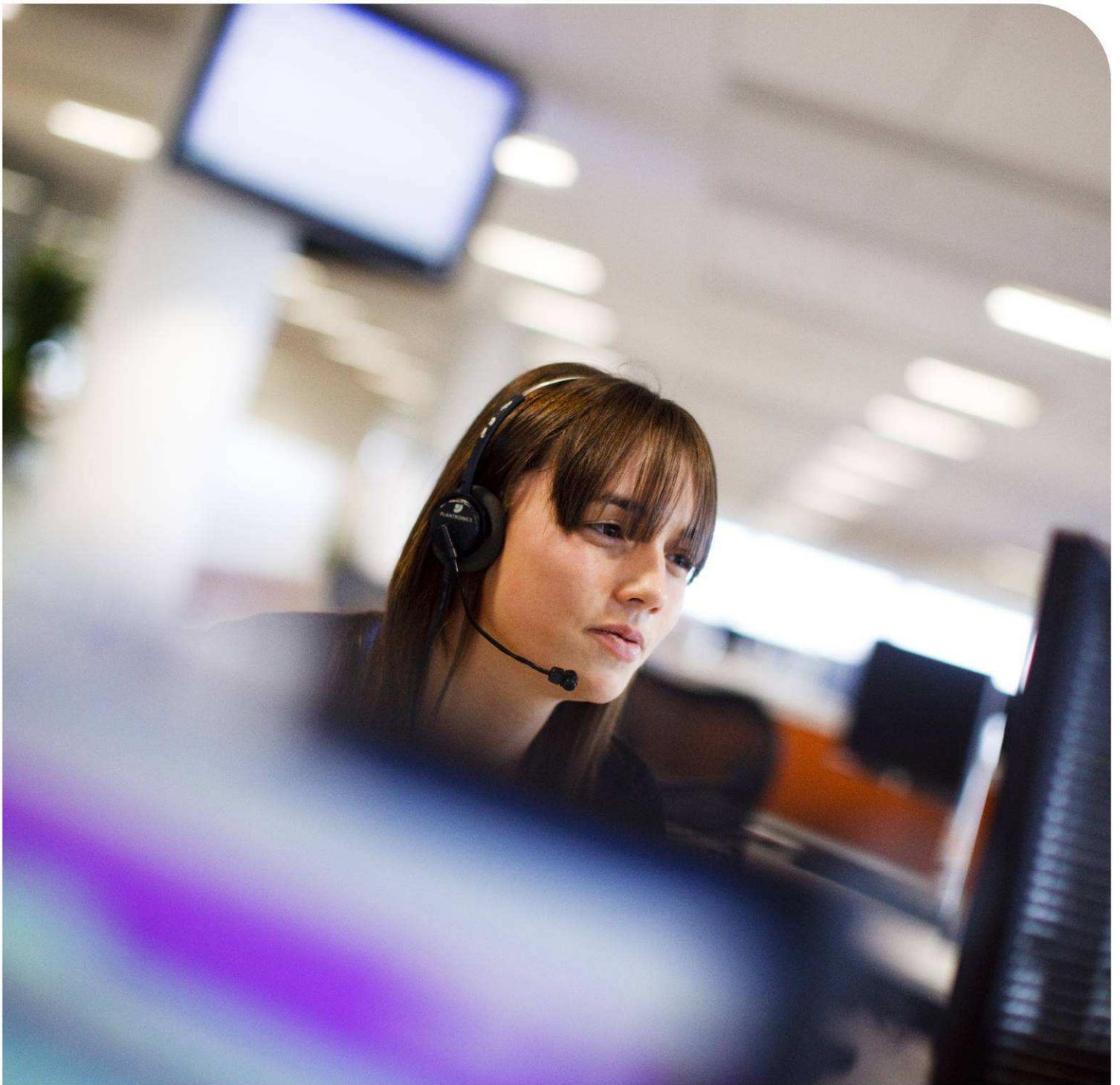
En France, l'intégralité des coûts du service public est supportée par la facture d'eau. Elle représente l'équivalent de la consommation d'eau d'une année pour un ménage de 3 à 4 personnes.

A titre indicatif sur la commune de BEAUVAIS, l'évolution du prix du service de l'eau (redevances comprises, mais hors assainissement) par m<sup>3</sup> [D102.0] pour 120 m<sup>3</sup>, au tarif en vigueur au 1er janvier, est la suivante :

BEAUVAIS Prix du service de l'eau potable	Volume	Prix Au 01/01/2018	Montant Au 01/01/2017	Montant Au 01/01/2018	N/N-1
<b>Part délégataire</b>			<b>75,77</b>	<b>78,39</b>	<b>3,46%</b>
Abonnement			25,10	26,92	7,25%
Consommation	120	0,4289	50,67	51,47	1,58%
<b>Part communale</b>			<b>36,40</b>	<b>36,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,3033	36,40	36,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0974</b>	<b>10,08</b>	<b>11,69</b>	<b>15,97%</b>
<b>Organismes publics</b>			<b>45,60</b>	<b>45,60</b>	<b>0,00%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
<b>Total € HT</b>			<b>167,85</b>	<b>172,08</b>	<b>2,52%</b>
TVA			9,23	9,46	2,49%
<b>Total TTC</b>			<b>177,08</b>	<b>181,54</b>	<b>2,52%</b>
<b>Prix TTC du service au m<sup>3</sup> pour 120 m<sup>3</sup></b>			<b>1,48</b>	<b>1,51</b>	<b>2,03%</b>

Les factures type sont présentées en annexe.





## 2. Les clients de votre service et leur consommation



## 2.1. Les abonnés du service

### → *Le nombre d'abonnés*

Le nombre d'abonnés (clients) par catégorie constaté au 31 décembre, au sens de l'arrêté du 2 mai 2007, figure au tableau suivant :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Nombre total d'abonnés (clients)</b>	<b>25 974</b>	<b>26 419</b>	<b>26 682</b>	<b>26 881</b>	<b>27 093</b>	<b>0,8%</b>
domestiques ou assimilés	25 930	26 377	26 640	26 839	27 050	0,8%
autres que domestiques	43	41	41	41	42	2,4%
autres services d'eau potable	1	1	1	1	1	0,0%

### → *Les principaux indicateurs de la gestion clientèle*

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre d'interventions avec déplacement chez le client	8 245	8 124	2 486	2 569	2 151	-16,3%
Nombre annuel de demandes d'abonnement	3 693	3 885	3 742	3 633	3 766	3,7%
Taux de clients mensualisés	31,1 %	34,3 %	36,0 %	38,0 %	39,9 %	5,0%
Taux de clients prélevés hors mensualisation	20,3 %	19,9 %	19,8 %	20,5 %	21,8 %	6,3%
Taux de mutation	14,4 %	14,9 %	14,2 %	13,7 %	14,1 %	2,9%

Les données clientèle par commune sont disponibles en annexe.

## 2.2. La satisfaction des clients

Satisfaire les consommateurs des services que nous exploitons est au cœur de l'action quotidienne de Veolia. Recueillir régulièrement le jugement qu'ils portent sur ces services est donc essentiel.

Le baromètre de satisfaction réalisé par Veolia porte sur les principaux critères d'appréciation de nos prestations :

- la qualité de l'eau
- la qualité de la relation avec l'abonné : accueil par les conseillers du Centre d'appel, par ceux de l'accueil de proximité...
- la qualité de l'information adressée aux abonnés

Les résultats représentatifs de la région dont dépend votre service en décembre 2017 sont :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Satisfaction globale	87	86	89	89	86	-3
La continuité de service	96	89	93	95	95	0
La qualité de l'eau distribuée	75	65	78	79	77	-2
Le niveau de prix facturé	53	51	55	54	55	+1
La qualité du service client offert aux abonnés	82	86	86	86	80	-6
Le traitement des nouveaux abonnements	82	91	88	90	85	-5
L'information délivrée aux abonnés	81	69	83	76	76	0



### Composition de votre eau !

*Le calcaire, les nitrates, le chlore sont également une cause potentielle d'insatisfaction. Sur le site internet ou sur simple appel chaque abonné peut demander la composition de son eau.*



### → Les engagements de service de Veolia

La Charte Veolia formalise les engagements dont bénéficient les consommateurs du territoire. Elle témoigne de la mobilisation de tous pour un service public de qualité.

## 2.3. Données économiques

### → Le taux d'impayés sur les factures d'eau de l'année précédente [P154.0]

Le taux d'impayés est calculé au 31/12 de l'année 2017 sur les factures émises au titre de l'année précédente. Le taux d'impayés correspond aux retards de paiement.

C'est une donnée différente de la rubrique « pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement » figurant dans le CARE ; cette dernière reprend essentiellement les pertes définitivement comptabilisées. Celles-ci peuvent être enregistrées avec de plus grands décalages dans le temps compte tenu des délais nécessaires à leur constatation définitive.

Une détérioration du taux d'impayés témoigne d'une dégradation du recouvrement des factures d'eau. Une telle dégradation peut annoncer la progression des factures qui seront enregistrées ultérieurement en pertes sur créances irrécouvrables.

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Taux d'impayés</b>	<b>1,79 %</b>	<b>1,98 %</b>	<b>2,44 %</b>	<b>2,18 %</b>	<b>3,05 %</b>
Montant des impayés au 31/12/N en € TTC (sur factures N-1)	116 035	127 055	149 715	139 283	194 486
Montant facturé N - 1 en € TTC	6 498 424	6 404 602	6 137 182	6 396 156	6 370 734

La loi Brottes du 15 avril 2013 a modifié les modalités de recouvrement des impayés par les services d'eau dans le cas des résidences principales. Quelles que soient les circonstances, les services d'eau ont désormais interdiction de recourir aux coupures d'eau en cas d'impayés et doivent procéder au recouvrement des factures par toutes les autres voies légales offertes par la réglementation (alors que les fermetures pour impayés restent par exemple légales en dehors de la trêve hivernale dans le domaine de l'énergie). Cette situation a potentiellement pour effet de renchérir les coûts de recouvrement et/ou de pénaliser les recettes de l'ensemble des acteurs (délégataires, collectivités...).

### → Les interruptions non-programmées du service public de l'eau

La continuité du service public est un élément majeur de satisfaction des clients.

Le taux d'occurrence des interruptions de service non programmées [P151.1] est calculé à partir du nombre de coupures d'eau qui n'ont pas fait l'objet d'une information aux clients au moins 24h avant. En 2017, ce taux pour votre service est de 0,78/ 1000 abonnés.

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Taux d'occurrence des interruptions de service non programmées (pour 1 000 abonnés)</b>	<b>1,73</b>	<b>0,98</b>	<b>0,82</b>	<b>1,41</b>	<b>0,78</b>
Nombre d'interruptions de service	45	26	22	38	21
Nombre d'abonnés (clients)	25 974	26 419	26 682	26 881	27 093

### → Le montant des abandons de créance et total des aides accordées [P109.0]

Assurer l'accès de tous au service public est une priorité pour votre collectivité et pour Veolia. Les dispositifs mis en œuvre s'articulent autour de trois axes fondamentaux :

- ◆ Urgence financière : des facilités de paiement (échéanciers, mensualisation...) sont proposées aux abonnés rencontrant temporairement des difficultés pour régler leur facture d'eau

- ◆ Accompagnement : en partenariat avec les services sociaux, nous nous engageons à accueillir et orienter les personnes en situation de précarité, en recherchant de façon personnalisée les solutions les plus adaptées pour faciliter l'accès à l'eau
- ◆ Assistance : pour les foyers en grande difficulté financière, Veolia participe au dispositif Solidarité Eau intégré au Fonds de Solidarité Logement départemental

En 2017, le montant des abandons de créance s'élevait à 1 314 €.

Le nombre de demandes d'abandons de créance reçues par le délégataire et les montants accordés figurent au tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de demandes d'abandon de créance à caractère social reçues par le délégataire	324	222	223	146	97
Montant des abandons de créances ou des versements à un fonds de solidarité par le délégataire (€)	6 509,02	4 956,16	4 151,32	2 281,36	1 313,52
Volume vendu selon le décret (m3)	3 978 320	3 596 831	3 770 671	3 899 085	3 844 580

Ces éléments permettent à la Collectivité de calculer l'indicateur du décret **[P 109.0]**, en ajoutant à ce montant ses propres versements et en divisant par le volume vendu.

#### → *Les échéanciers de paiement*

Le nombre d'échéanciers de paiement figure au tableau ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre d'échéanciers de paiements ouverts au cours de l'année	5 334	5 112	4 622	5 630	4 055



### 3. Le patrimoine de votre Service

## 3.1. L'inventaire des installations

Cette section présente la liste des installations de prélèvement et de production associées au contrat.

Installation de production	Capacité de production (m3/j)	Capacité de stockage (m3)
Forage F0 de BEAUVAIS	3 000	
Forage F1 de BEAUVAIS	4 600	
Forage F2BIS de BEAUVAIS	5 000	
Forage F3 de BEAUVAIS	4 800	
Forage F4 de BEAUVAIS	4 600	
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	3 800	
<b>Capacité totale</b>	<b>25 800</b>	

Réservoir ou château d'eau	Capacité de stockage (m3)
Réservoir et Reprise POUPONNIERE - BEAUVAIS	2 500
Réservoir MONT CAPRON de BEAUVAIS	3 000
Réservoir ou château d'eau: PARC DES EAUX	1 500
Réservoir PONTOISE de BEAUVAIS	8 500
Réservoir RUE LOUIS BOREL de BEAUVAIS	800
Réservoir ST JEAN de BEAUVAIS	1 500
Réservoir ZUP de BEAUVAIS	2 500
<b>Capacité totale</b>	<b>20 300</b>

Installation de reprise, de pompage ou surpresseur	Débit des pompes (m3/h)	
Installation de reprise: ZUP POUPONNIERE	300	
Reprise BINET de BEAUVAIS	560	
Reprise CARON de BEAUVAIS	400	
Réservoir et Reprise PARC DES EAUX de BEAUVAIS	245	
Surpresseur: 001-SUR POUPONNIERES SEC (RES)	60	

Autres installations eau	Débit des pompes (m3/h)
Autres installations eau: AMENEE SOURCES FRIANCOURT	

## 3.2. L'inventaire des réseaux

Cette section présente la liste :

- des réseaux de distribution,
- des équipements du réseau,
- des branchements en domaine public,
- des outils de comptage

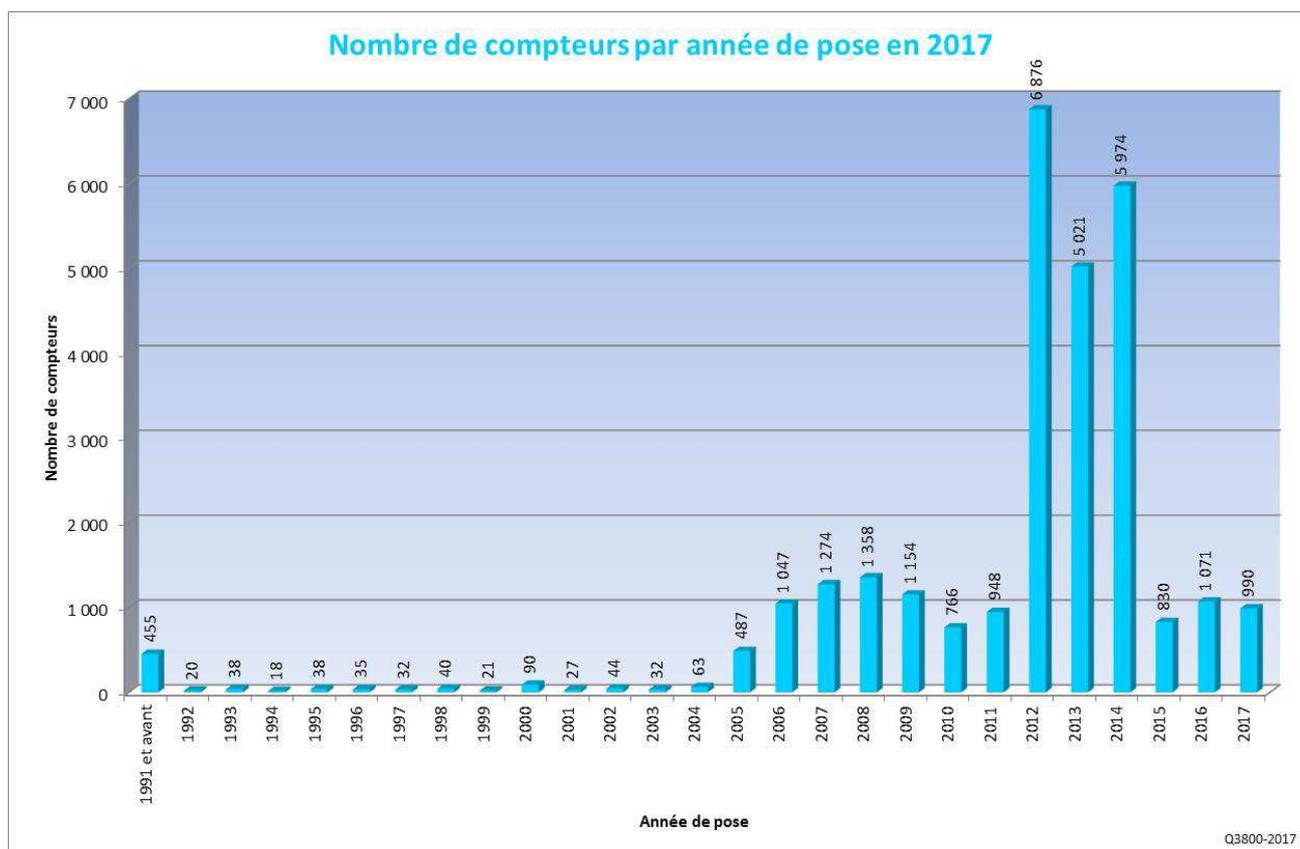
Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

→ *Les réseaux, équipements, branchements et outils de comptage*

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Canalisations</b>						
Longueur totale du réseau (km)	342,4	343,5	343,7	342,0	342,3	0,1%
Longueur de distribution (ml)	342 411	343 533	343 739	342 037	342 325	0,1%
<i>dont canalisations</i>	264 290	265 226	265 231	263 361	263 411	0,0%
<i>dont branchements</i>	78 121	78 307	78 508	78 676	78 914	0,3%
<b>Equipements</b>						
Nombre d'appareils publics	780	766	765	768	768	0,0%
<i>dont poteaux d'incendie</i>	585	587	593	598	601	0,5%
<i>dont bouches d'incendie</i>	69	69	66	64	63	-1,6%
<i>dont bouches de lavage</i>	40	61	60	61	59	-3,3%
<i>dont bornes fontaine</i>				1	1	0,0%
<i>dont bouches d'arrosage</i>	86	49	46	44	44	0,0%
<b>Branchements</b>						
Nombre de branchements	13 077	13 108	13 142	13 170	13 203	0,3%

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1	Qualification
<b>Compteurs</b>							
Nombre de compteurs	27 868	28 283	28 548	28 687	28 749	0,2%	Bien de reprise
<i>dont sur abonnements en service</i>	25 885	26 386	26 653	26 863	27 063	0,7%	
<i>dont sur abonnements résiliés sans successeur</i>	1 983	1 897	1 895	1 824	1 686	-7,6%	

→ Les compteurs



	Canalisation d'adduction (ml)	Canalisation distribution (ml)	Total (ml)
<b>Longueur totale tous DN (ml)</b>		<b>263 411</b>	<b>263 411</b>
DN 20 (mm)		111	111
DN 25 (mm)		147	147
DN 40 (mm)		3 325	3 325
DN 50 (mm)		1 241	1 241
DN 60 (mm)		31 981	31 981
DN 63 (mm)		454	454
DN 80 (mm)		13 075	13 075
DN 100 (mm)		55 759	55 759
DN 125 (mm)		1 620	1 620
DN 140 (mm)		97	97
DN 150 (mm)		60 295	60 295
DN 160 (mm)		491	491
DN 175 (mm)		2 208	2 208
DN 200 (mm)		28 559	28 559
DN 250 (mm)		14 766	14 766
DN 300 (mm)		25 696	25 696
DN 350 (mm)		10 228	10 228
DN 400 (mm)		5 205	5 205
DN 450 (mm)		8 147	8 147
DN indéterminé (mm)		6	6

## 3.3. Les indicateurs de suivi du patrimoine

Dans le cadre d'une responsabilité partagée – selon le cadre défini par le contrat - Veolia met en œuvre une démarche de gestion durable et optimisée du patrimoine afin de garantir le maintien en condition opérationnelle des ouvrages et le bon fonctionnement des équipements.

La mise à jour de l'intégralité des données patrimoniales du service est réalisée grâce à des outils de connaissance des installations et, pour les réseaux, d'un Système d'Information Géographique (SIG). L'analyse de l'ensemble des données apporte à la collectivité une connaissance détaillée de son patrimoine et de son état.

### 3.3.1. LE TAUX MOYEN DE RENOUVELLEMENT DES RESEAUX

Le tableau suivant permet à la collectivité de calculer le taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable. La dernière ligne précise le linéaire renouvelé porté à la connaissance du délégataire. La collectivité pourra calculer le taux moyen de renouvellement en ajoutant aux valeurs de la dernière ligne le linéaire renouvelé sous sa maîtrise d'ouvrage, en moyennant sur 5 ans et en divisant par la longueur totale du réseau.

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable (%)</b>	<b>0,95</b>	<b>0,85</b>	<b>0,87</b>	<b>0,77</b>	<b>0,82</b>
Longueur du réseau de desserte (hors adduction et hors branchements) (ml)	264 290	265 226	265 231	263 361	263 411
Longueur renouvelée totale (ml)	2 006	1 473	2 598	2 233	2 441
Longueur renouvelée par le délégataire (ml)	0	0	0	0	0

### 3.3.2. L'INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX [P103.2]

L'obligation de réalisation d'un descriptif détaillé des ouvrages d'eau, tel que le définit l'article D.2224-5-1 du Code Général des Collectivités Territoriales répond à l'objectif de mettre en place une gestion patrimoniale des réseaux.

Il faut que l'Indice de Connaissance et Gestion patrimoniale du réseau atteigne un total de 40 points sur les 45 premiers points accessibles pour que le service soit réputé disposer du descriptif détaillé.

Depuis 2015, les services d'eau ne disposant pas du descriptif détaillé se sont vus appliquer un doublement de la redevance pour les prélèvements réalisés sur la ressource en eau.

Calculé sur un barème de 120 points (ou 100 points pour les services n'ayant pas la mission de distribution), la valeur de cet indice [P103.2] pour l'année 2017 est de :

<b>Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau</b>	2013	2014	2015	2016	2017
Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux	110	110	110	110	110

Gestion patrimoine - Niveau de la politique patrimoniale du réseau	Barème	Valeur ICGPR
<b>Partie A : Plan des réseaux (15 points)</b>		
Existence d'un plan des réseaux	10	10
Mise à jour annuelle du plan des réseaux	5	5
<b>Partie B : Inventaire des réseaux (30 points qui ne sont comptabilisés que si la totalité des points a été obtenue pour la partie A)</b>		
Informations structurelles complètes sur tronçon (diamètre, matériaux)	15	15
Connaissance pour chaque tronçon de l'âge des canalisations	15	15
<b>Total Parties A et B</b>	<b>45</b>	<b>45</b>
<b>Partie C : Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points qui ne sont comptabilisés que si 40 points au moins ont été obtenus pour la partie A et B)</b>		
Localisation et description des ouvrages annexes et des servitudes	10	10
Inventaire pompes et équipements électromécaniques	10	10
Dénombrement et localisation des branchements sur les plans de réseaux	10	0
Inventaire caractéristiques compteurs et références carnet métrologique	10	10
Inventaire secteurs de recherche de pertes eau	10	10
Localisation des autres interventions	10	10
Mise en œuvre d'un plan pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	10
Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux	5	5
<b>Total:</b>	<b>120</b>	<b>110</b>

La valeur de l'indice atteint le seuil des 40 premiers points du barème. En conséquence, le service dispose au 31 décembre 2017 du descriptif détaillé tel qu'exigé par la réglementation. Toutefois, un plan d'action visant à compléter l'inventaire des canalisations pourra être utilement mis en œuvre pour consolider ce descriptif détaillé. Veolia se tient à la disposition de vos services pour établir ce plan d'action.

Dans le cadre de sa mission, Veolia procédera régulièrement à l'actualisation des informations patrimoniales à partir des données acquises dans le cadre de ses missions ainsi que les informations que vos services lui auront communiquées, notamment, celles relatives aux extensions de réseau.

## 3.4. Gestion du patrimoine

### 3.4.1. LES RENOUVELLEMENTS REALISES

Le renouvellement des installations techniques du service conditionne la performance à court et long termes du service. A court terme, les actions d'exploitation permettent de maintenir ou d'améliorer la performance technique des installations. A long terme, elles deviennent insuffisantes pour compenser leur vieillissement, et il faut alors envisager leur remplacement, en cohérence avec les niveaux de service fixés par la collectivité.

Le renouvellement peut concerner les installations (usines, réservoirs...) ainsi que les équipements du réseau. Il peut correspondre au remplacement à l'identique (ou à caractéristiques identiques compte tenu des évolutions technologiques) complet ou partiel d'un équipement, ou d'un certain nombre d'articles d'un lot (ex : compteurs).

Le renouvellement peut être assuré soit dans le cadre d'un Programme Contractuel, d'une Garantie de Continuité de Service ou d'un Compte de renouvellement. Le suivi des renouvellements à faire et réalisés chaque année est enregistré dans une application informatique dédiée.

→ *Les installations*

<b>Installations électromécaniques</b>	<b>Opération réalisée dans l'exercice</b>	<b>Mode de gestion</b>
<b>PRODUCTION CANADA</b>		
<b>FORAGE 0</b>		
POMPE VERTICALE 2 - 37 KW - 210 M3H	Rénovation	Compte
ANTI BELIER - 1500 L	Renouvellement	Compte
CLOTURE 210 M	Rénovation	Compte
PORTAIL 3 M	Renouvellement	Compte
<b>FORAGE 2 BIS</b>		
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Rénovation	Compte
CLOTURE 145 M	Renouvellement	Compte
PORTAIL 3.5 M	Renouvellement	Compte
<b>FORAGE 3</b>		
POMPE - 48 KW - 255 M3H	Rénovation	Compte
EQUIPEMENTS ELECTRIQUES	Rénovation	Compte
<b>FORAGE 4</b>		
POMPE - 48 KW - 255 M3H	Renouvellement	Compte
TELESURVEILLANCE	Rénovation	Compte
<b>PRODUCTION SOURCE FRIANCOURT</b>		
POSTE DE TRAITEMENT SOURCE GALERIE	Rénovation	Compte
POSTE DE TRAITEMENT SOURCE BACHE	Rénovation	Compte
<b>RESERVOIRS</b>		
<b>RESERVOIR SEMI-ENTERRE CAPRON - 3000 M3</b>		
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE	Renouvellement	Compte
<b>REPRISE BINET</b>		
POMPE HORIZONTALE 1 - 75 KW - 300 M3H	Rénovation	Compte
POMPE HORIZONTALE 3 - 75 KW - 300 M3H	Rénovation	Compte
EQUIPEMENT ELECTRIQUE DE PUISSANCE	Rénovation	Compte
<b>REPRISE ARGENTINE</b>		
<b>ZUP RESERVOIR SUR TOUR</b>		
HYDRAULIQUE TUYAUTERIE - SALLE DES VANNES	Renouvellement	Compte
TRANSFORMATEUR	Renouvellement	Compte
<b>ZUP POUPONNIERE</b>		
POMPE 1	Rénovation	Compte
POMPE 2	Rénovation	Compte
POMPE 3	Rénovation	Compte
<b>SECTORISATION DU RESEAU</b>		
<b>ZD BOREL - ACHAT D'EAU AU SIAEAB</b>		
TELESURVEILLANCE	Renouvellement	Compte

## → Les compteurs

En ce qui concerne les compteurs d'eau froide en service, le renouvellement est réalisé de manière à répondre aux obligations contractuelles et assurer la conformité réglementaire du parc de compteurs.

En France, le « contrôle en service des compteurs d'eau froide potable » est réglementé par l'arrêté du 6 mars 2007. Parmi les méthodes proposées par cet arrêté, Veolia a choisi celle qui donne la meilleure connaissance du parc : la mise en place d'un système qualité pour utiliser ses propres moyens de contrôle. Les compteurs de diamètre nominal strictement inférieur à 40 mm sont inspectés selon une méthode statistique définie par cet arrêté tandis que les autres compteurs sont renouvelés selon la méthode de renouvellement suivant l'âge et la classe du compteur.

Un carnet métrologique comprenant les informations demandées par la décision du 30 décembre 2008 est tenu à jour pour chaque compteur éligible.

Veolia a été autorisé par décision ministérielle à utiliser la procédure de contrôle statistique par le détenteur pour les compteurs qu'elle détient ou gère au titre d'un contrat de délégation de service public. Le système qualité de Veolia est accrédité (accréditation n° 3-1316 (précédemment accréditation n° 2 – 5146 jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 2016) portée disponible sur WWW.COFRAC.fr) pour faire inspecter les compteurs par ses laboratoires.

Les lots de compteurs inspectés depuis 2010 sont conformes à la réglementation. Ces méthodes statistiques permettent de mettre en œuvre une stratégie de renouvellement préventif optimisée et contribuent à la maîtrise des technologies de comptage et au suivi du vieillissement des compteurs au cours du temps.

Renouvellement des compteurs	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre de compteurs	27 868	28 283	28 548	28 687	28 749	0,2%
Nombre de compteurs remplacés	4 780	5 584	525	900	732	-18,7%
Taux de compteurs remplacés	17,2	19,7	1,8	3,1	2,6	-16,1%

## → Les réseaux

Réseaux	Quantité renouvelée dans l'exercice	Mode de gestion
VANNES	23	Compte
BRANCHEMENTS EAU Plomb	6	Compte
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES EAU	16	Compte

### → Les branchements

<b>Renouvellement des branchements plomb</b>	<b>2013</b>	<b>2014</b>	<b>2015</b>	<b>2016</b>	<b>2017</b>	<b>N/N-1</b>
Nombre de branchements	13 077	13 108	13 142	13 170	13 203	0,3%
<i>dont branchements plomb au 31 décembre (*)</i>	255	89	21	0	0	0%
<i>% de branchements plomb restant au 31 décembre</i>	2%	1%	0%	0%	0%	0%
<i>Branchements plomb découverts pendant l'année</i>				80	6	-92,5%
Branchements plomb supprimés pendant l'année (**)	286	166	68	101	6	-94,1%
<i>% de branchements plomb supprimés</i>	52,87%	65,10%	76,40%	480,95%		

(\*) inventaire effectué au vu de la partie visible au droit du compteur

(\*\*) par le Délégué et par la Collectivité

### 3.4.2. LES TRAVAUX NEUFS REALISES

#### → Les réseaux, branchements et compteurs

Les principales opérations réalisées par le délégué figurent au tableau suivant :

Lieu ou ouvrage	Description
BEAUVAIS	Le 9 janvier 2017, création de 1 branchement neuf (EURODEM DESAMIANTAGE)
BEAUVAIS	Le 17 janvier 2017, création de 1 branchement neuf (TUEUR)
BEAUVAIS	Le 17 janvier 2017, création de 1 branchement neuf (SARL CARONIC)
BEAUVAIS	Le 8 février 2017, création de 1 branchement neuf (SOCIETE SMCB)
BEAUVAIS	Le 14 février 2017, création de 1 branchement neuf (SCI VERT ST DENIS)
BEAUVAIS	Le 17 mars 2017, création de 1 branchement neuf (SCI CONNEX)
BEAUVAIS	Le 23 mars 2017, création de 1 branchement neuf (VILLE DE BEAUVAIS)
BEAUVAIS	Le 24 mars 2017, création de 1 branchement neuf (SOCIETE JAUSAL)
BEAUVAIS	Le 17 mai 2017, création de 1 branchement neuf (DELAGRANGE )
BEAUVAIS	Le 22 mai 2017, création de 1 branchement neuf (SCI DES CINQ SAINTS)
BEAUVAIS	Le 1 juin 2017, création de 1 branchement neuf (SCI MALOU)
BEAUVAIS	Le 12 juin 2017, création de 1 branchement neuf (LOGGHE JEAN CLAUDE)
BEAUVAIS	Le 17 juin 2017, création de 1 branchement neuf (VILLE DE BEAUVAIS)
BEAUVAIS	Le 25 juillet 2017, création de 1 branchement neuf (CAB)
BEAUVAIS	Le 27 juillet 2017, création de 1 branchement neuf (BOUDET BERNARD)
BEAUVAIS	Le 1 août 2017, création de 1 branchement neuf (LEBEL JEREMY)
BEAUVAIS	Le 1 août 2017, création de 1 branchement neuf (SCI CF JOUARRE)
BEAUVAIS	Le 2 août 2017, création de 1 branchement neuf (MAZAND)
BEAUVAIS	Le 3 août 2017, création de 1 branchement neuf (SCI LOE)
BEAUVAIS	Le 9 août 2017, création de 1 branchement neuf (KRICHI MOURAD)
BEAUVAIS	Le 22 août 2017, création de 1 branchement neuf (VILLE DE BEAUVAIS)
BEAUVAIS	Le 24 août 2017, création de 1 branchement neuf (SOARES ADAO)
BEAUVAIS	Le 12 septembre 2017, création de 1 branchement neuf (DOBRE BOGDAN)
BEAUVAIS	Le 12 septembre 2017, création de 1 branchement neuf (SCI LA JEANNE)
BEAUVAIS	Le 12 septembre 2017, création de 1 branchement neuf (PERNIER FABRICE)
BEAUVAIS	Le 21 septembre 2017, création de 1 branchement neuf (SCI HDV)
BEAUVAIS	Le 3 octobre 2017, création de 1 branchement neuf (BIGOURD SYLVIE)
BEAUVAIS	Le 4 octobre 2017, création de 1 branchement neuf (AHMISSOU/CANNY)
BEAUVAIS	Le 16 octobre 2017, création de 1 branchement neuf (MARQUES DUARTE)
BEAUVAIS	Le 19 octobre 2017, création de 1 branchement neuf (SCI POINT PLANTES)
BEAUVAIS	Le 28 novembre 2017, création de 1 branchement neuf (SAS SAINT QUENTIN HOLDING)
BEAUVAIS	Le 1 décembre 2017, création de 1 branchement neuf (SCI GINGKO)
BEAUVAIS	Le 27 décembre 2017, création de 1 branchement neuf (ENTREPRISE ZUB)





## 4. La performance et l'efficacité opérationnelle pour votre service

## 4.1. La qualité de l'eau

La qualité de l'eau distribuée constitue l'enjeu prioritaire de performance des services.

Les phénomènes de dégradation de la qualité de l'eau sont complexes et leur maîtrise nécessite une vigilance à tous les stades de vie des infrastructures du service (conception, travaux, exploitation...).

### 4.1.1. LE CONTROLE DE LA QUALITE DE L'EAU

Sur tous les services qui lui sont confiés, Veolia fait le choix de compléter le contrôle réglementaire réalisé par l'Agence Régionale de Santé, par un plan d'auto-contrôle de la qualité de l'eau sur la ressource et sur l'eau produite ainsi que distribuée. Les prélèvements sont réalisés sur les points de captage, dans les usines de production d'eau potable et sur le réseau de distribution jusqu'au robinet du consommateur. Le contrôle réglementaire réalisé par l'ARS porte sur l'ensemble des paramètres réglementaires microbiologiques et physico-chimiques. L'auto-contrôle est adapté à chaque service et cible davantage les paramètres réglementés pour un suivi du bon fonctionnement des installations et de la qualité de l'eau distribuée.

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses réalisées sur l'ensemble des systèmes. Le détail des paramètres est disponible en annexe.

	Contrôle sanitaire	Surveillance par le délégataire	Analyses supplémentaires
Microbiologique	479	282	12
Physico-chimique	4882	132	

### 4.1.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

#### → Conformité des paramètres analytiques

Détail des non-conformités par rapport aux limites de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

Détail des non-conformités par rapport aux références de qualité :

Paramètre	Mini	Maxi	Nb de non-conformités Contrôle Sanitaire	Nb de non-conformités Surveillance Déléguataire	Nb d'analyses Contrôle Sanitaire	Nb d'analyses Surveillance Déléguataire	Valeur du seuil et unité
Tous les résultats sont conformes							

#### → Composition de l'eau du robinet

Les données sont celles observées aux points de mise en distribution et de consommation. Les résultats sur les ressources ne sont pas pris en compte dans ce tableau. La caractérisation de l'eau résulte ici d'analyses

réglementaires réalisées pour le compte de l'Agence Régionale de Santé, et des analyses d'auto-contrôle pilotées par Veolia.

Paramètre	Mini	Maxi	Nb d'analyses	Unité	Valeur du seuil
Chlorures	14,40	27,50	27	mg/l	250
Fluorures	116	176	4	µg/l	1500
Nitrates	19,40	46,90	88	mg/l	50
Pesticides totaux	0,04	0,10	4	µg/l	0,5
Sulfates	4,90	22,60	27	mg/l	250
Titre Hydrotimétrique	30,40	33,60	27	°F	Sans objet

### 4.1.3. L'ÉVOLUTION DE LA QUALITÉ DE L'EAU

#### → Historique des données du contrôle officiel (ARS)

Les indicateurs de conformité des prélèvements réalisés au titre du contrôle sanitaire par rapport aux limites de qualité concernent les paramètres microbiologiques [P101.1] et physico-chimiques [P102.1]. Le résultat des analyses du contrôle officiel peut être consulté sur le site du ministère : <http://social-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/eaux/article/qualite-de-l-eau-potable>

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Paramètres microbiologiques</b>					
<b>Taux de conformité microbiologique</b>	<b>100,00 %</b>	<b>97,65 %</b>	<b>100,00 %</b>	<b>98,80 %</b>	<b>100,00 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	87	83	82	82	88
Nombre de prélèvements non conformes	0	2	0	1	0
Nombre total de prélèvements	87	85	82	83	88
<b>Paramètres physico-chimique</b>					
<b>Taux de conformité physico-chimique</b>	<b>97,87 %</b>	<b>96,59 %</b>	<b>97,70 %</b>	<b>97,67 %</b>	<b>100,00 %</b>
Nombre de prélèvements conformes	92	85	85	84	92
Nombre de prélèvements non conformes	2	3	2	2	0
Nombre total de prélèvements	94	88	87	86	92

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

#### → Chlorure de Vinyle Monomère

Le Chlorure de Vinyle Monomère (CVM) constitue la principale matière première du PVC. Cette substance est classée comme cancérogène et sa limite de qualité dans les eaux destinées à la consommation humaine est fixée à 0,5 µg/L. Des dépassements de cette limite de qualité sont susceptibles d'être observés du fait d'une migration dans l'eau distribuée du CVM résiduel contenu dans les parois de certaines canalisations en PVC produites avant 1980.

En 2017, comme les années précédentes, les Agences Régionales de Santé (ARS) ont continué d'appliquer l'instruction de la Direction Générale de la Santé du 18 octobre 2012 relative à la gestion des risques sanitaires en cas de dépassement de la limite de qualité des eaux destinées à la consommation humaine. La plupart des ARS appliquent une stratégie d'échantillonnage ciblée sur les canalisations précédemment repérées comme à risques. Il s'agit avant tout des canalisations susceptibles d'être concernées par le phénomène de migration du CVM compte-tenu de leurs caractéristiques patrimoniales (période de pose) et hydrauliques (temps de séjour de l'eau dans la canalisation).

## Situation sur votre service :

Au titre de l'adaptation de l'auto-surveillance, nous avons engagé des recherches sur le paramètre CVM au cours de l'année 2017. A ce jour, toutes les analyses réalisées par Veolia ou par l'agence régionale de santé se sont révélées conformes.

### → *Perchlorates*

En 2013, par application du principe de précaution et sur la base de seuils très protecteurs, l'Agence Régionale de Santé de Picardie (ARS) a mis en ligne par le biais de son site internet des recommandations concernant la consommation d'eaux contenant des perchlorates. Ces recommandations concernent :

La limitation d'utilisation d'eau dont la teneur en ions perchlorates dépasse 4µg/l pour la préparation des biberons des nourrissons de moins de 6 mois

La limitation de consommation d'eau dont la teneur dépasse 15µg/l pour les femmes enceintes et allaitantes.

A fortes doses, cette substance non cancérigène pourrait avoir une incidence sur la production d'hormones thyroïdiennes. Pour autant, à ce jour, ni l'OMS, ni l'Union Européenne, ni aucune autre autorité de santé n'ont fixé de norme maximale internationale quant à l'ingestion de perchlorates. Ainsi pour les autres catégories de la population, il n'y a pas lieu de restreindre la consommation d'eau du robinet aux niveaux d'exposition actuellement mis en évidence.

De son côté, Veolia a poursuivi en 2017 ses investigations à grande échelle sur la recherche des sources émettrices notamment sur les périmètres de protection, en vue d'évaluer l'existence de sources potentielles d'apport en perchlorate (anciens stocks de munition).

Pour mémoire, les ressources en eau alimentant votre collectivité présentent une concentration en perchlorates inférieure aux seuils de recommandation.

## 4.2. La maîtrise des prélèvements sur la ressource, volumes et rendement du réseau

### 4.2.1. L'EFFICACITE DE LA PRODUCTION : LE VOLUME PRELEVE ET PRODUIT

#### → Le volume prélevé

Les autorisations de prélèvement maximales par ressource sont les suivantes :

	Débit horaire (m3/h)	Volume journalier (m3/jour)
Forage F0 de BEAUVAIS	150	3 000
Forage F1 de BEAUVAIS	275	5 500
Forage F2BIS de BEAUVAIS	400	8 000
Forage F3 de BEAUVAIS	265	5 300
Forage F4 de BEAUVAIS	235	4 700
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	190	3 800

Le volume prélevé par ressource et par nature d'eau est détaillé ci-après :

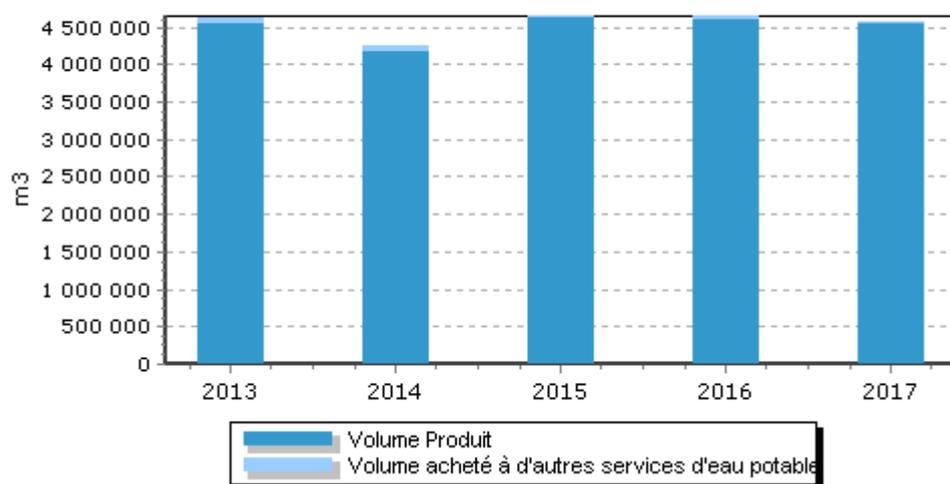
	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>4 546 466</b>	<b>4 161 388</b>	<b>4 611 688</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Volume prélevé par ressource (m3)</b>						
Forage F0 de BEAUVAIS	519 204	556 101	943 238	863 336	800 175	-7,3%
Forage F1 de BEAUVAIS	908 189	686 233	639 265	731 012	602 501	-17,6%
Forage F2BIS de BEAUVAIS	786 267	637 741	536 023	618 920	672 092	8,6%
Forage F3 de BEAUVAIS	451 983	536 074	803 949	708 700	654 950	-7,6%
Forage F4 de BEAUVAIS	489 115	378 159	268 127	284 401	538 082	89,2%
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	1 391 708	1 367 080	1 421 086	1 392 414	1 268 388	-8,9%
<b>Volume prélevé par nature d'eau (m3)</b>						
Eau souterraine non influencée	4 546 466	4 161 388	4 611 688	4 598 783	4 536 188	-1,4%

→ **Le volume produit et mis en distribution**

Les volumes produit et mis en distribution prennent en compte, le cas échéant, le volume acheté et vendu à d'autres services d'eau potable :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Volume prélevé (m3)</b>	<b>4 546 466</b>	<b>4 161 388</b>	<b>4 611 688</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Volume produit (m3)</b>	<b>4 546 466</b>	<b>4 161 388</b>	<b>4 611 688</b>	<b>4 598 783</b>	<b>4 536 188</b>	<b>-1,4%</b>
Volume acheté à d'autres services d'eau potable	87 213	79 786	37 041	51 289	38 264	-25,4%
Volume vendu à d'autres services d'eau potable	133 225	45 933	54 255	43 457	29 500	-32,1%
<b>Volume mis en distribution (m3)</b>	<b>4 500 454</b>	<b>4 195 241</b>	<b>4 594 474</b>	<b>4 606 615</b>	<b>4 544 952</b>	<b>-1,3%</b>

**Evolution des volumes produits et achetés à d'autres services d'eau potable**



Le volume acheté à d'autres services d'eau potable est détaillé ci-après :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Volume acheté à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>87 213</b>	<b>79 786</b>	<b>37 041</b>	<b>51 289</b>	<b>38 264</b>	<b>-25,4%</b>
SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	87 213	79 786	37 041	51 289	38 264	-25,4%

## 4.2.2. L'EFFICACITE DE LA DISTRIBUTION : LE VOLUME VENDU, LE VOLUME CONSOMME ET LEUR EVOLUTION

### → Le volume vendu

Le volume vendu est celui constaté sur les factures émises au cours de l'exercice. Il est égal au volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services d'eau potable, après déduction du volume de service du réseau, des dotations gratuites (dégrèvements pour fuites par exemple) et des éventuels forfaits de consommation.

Selon la typologie de l'arrêté du 2 mai 2007 (rapport sur le prix et la qualité du service), le volume vendu se décompose ainsi :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Volume vendu selon le décret (m3)</b>	<b>3 978 320</b>	<b>3 596 831</b>	<b>3 770 671</b>	<b>3 899 085</b>	<b>3 844 580</b>	<b>-1,4%</b>
<b>Sous-total volume vendu aux abonnés du service</b>	<b>3 845 095</b>	<b>3 550 898</b>	<b>3 716 416</b>	<b>3 855 628</b>	<b>3 815 080</b>	<b>-1,1%</b>
domestique ou assimilé	3 168 775	3 032 946	3 117 381	3 174 515	3 089 687	-2,7%
autres que domestiques	676 320	517 952	599 035	681 113	725 393	6,5%
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable</b>	<b>133 225</b>	<b>45 933</b>	<b>54 255</b>	<b>43 457</b>	<b>29 500</b>	<b>-32,1%</b>

Le volume vendu aux autres services d'eau potable est détaillé comme suit :

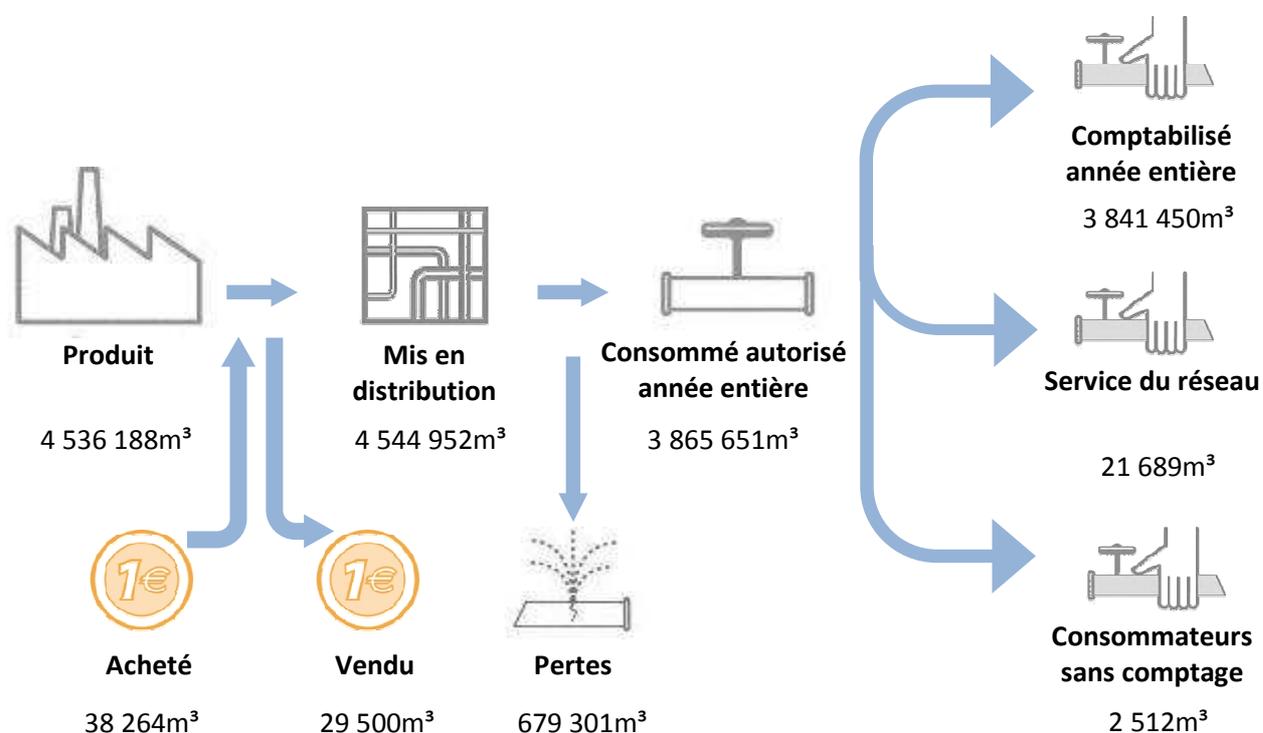
	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Volume vendu à d'autres services d'eau potable (m3)</b>	<b>133 225</b>	<b>45 933</b>	<b>54 255</b>	<b>43 457</b>	<b>29 500</b>	<b>-32,1%</b>
SI EAU AGGLO BEAUVAISIENNE	133 225	45 933	54 255	43 457	29 500	-32,1%

### → Le volume consommé

Le volume consommé autorisé est la somme du volume comptabilisé (issu des campagnes de relevés de l'exercice), du volume des consommateurs sans comptage (défense incendie, arrosage public, ...) et du volume de service du réseau (purges, vidanges de biefs, nettoyage des réservoirs,...). Il est ramené à l'année entière par un calcul prorata temporis sur la part comptabilisée, en fonction du nombre de jours de consommation.

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Volume comptabilisé hors ventes en gros (m3)	3 859 868	3 612 447	3 682 582	3 869 378	3 841 450	-0,7%
<b>Volume comptabilisé hors ventes en gros 365 jours (m3)</b>	<b>3 859 868</b>	<b>3 612 447</b>	<b>3 682 582</b>	<b>3 869 378</b>	<b>3 841 450</b>	<b>-0,7%</b>
Nombre de jours de consommation entre 2 relevés annuels	365	365	365	366	365	-0,3%
Volume consommateurs sans comptage (m3)	17 082		50 000		2 512	
Volume de service du réseau (m3)	23 425	21 759	41 711	21 745	21 689	-0,3%
<b>Volume consommé autorisé (m3)</b>	<b>3 900 375</b>	<b>3 634 206</b>	<b>3 774 293</b>	<b>3 891 123</b>	<b>3 865 651</b>	<b>-0,7%</b>
<b>Volume consommé autorisé 365 jours (m3)</b>	<b>3 900 375</b>	<b>3 634 206</b>	<b>3 774 293</b>	<b>3 891 123</b>	<b>3 865 651</b>	<b>-0,7%</b>

## → Synthèse des flux de volumes



### 4.2.3. LA MAÎTRISE DES PERTES EN EAU

La maîtrise des pertes en eau est la résultante de deux principaux facteurs, à savoir, l'état du patrimoine et l'efficacité opérationnelle de l'exploitant pour détecter, localiser et réparer les fuites au plus vite.

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum pour les réseaux de distribution d'eau potable, dont la valeur « seuil » dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau.

En cas de non atteinte de ce rendement minimum, la collectivité dispose d'un délai de deux ans pour élaborer un « plan d'actions » visant à maîtriser les pertes en eau et améliorer le rendement. La non-réalisation de ce plan d'actions entraîne le doublement de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau de l'Agence de l'eau.

Le tableau ci-dessous présente les principaux indicateurs de performance pour l'année 2017 qui rendent compte de la maîtrise des pertes en eau du service.

Année	Rdt (%)	Objectif Rdt Grenelle2(%)	ILP (m³/j/km)	ILVNC (m³/j/km)	ILC (m³/j/km)
2017	85,2	73,10	7,07	7,32	40,51

*Rdt (Rendement du réseau de distribution (%)) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / (volume produit + volume acheté à d'autres services)*

*Objectif Rdt Grenelle 2 (%) : Seuil de rendement à atteindre compte-tenu des caractéristiques du service, estimé conformément au décret du 27 janvier 2012*

ILP (indice linéaire des pertes (m<sup>3</sup>/j/km)): (volume mis en distribution – volume consommé autorisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/nombre de jours dans l'année)

ILVNC (indice linéaire des volumes non-comptés (m<sup>3</sup>/j/km): (volume mis en distribution – volume comptabilisé année entière) / ((longueur de canalisation de distribution)/ nombre de jours dans l'année)

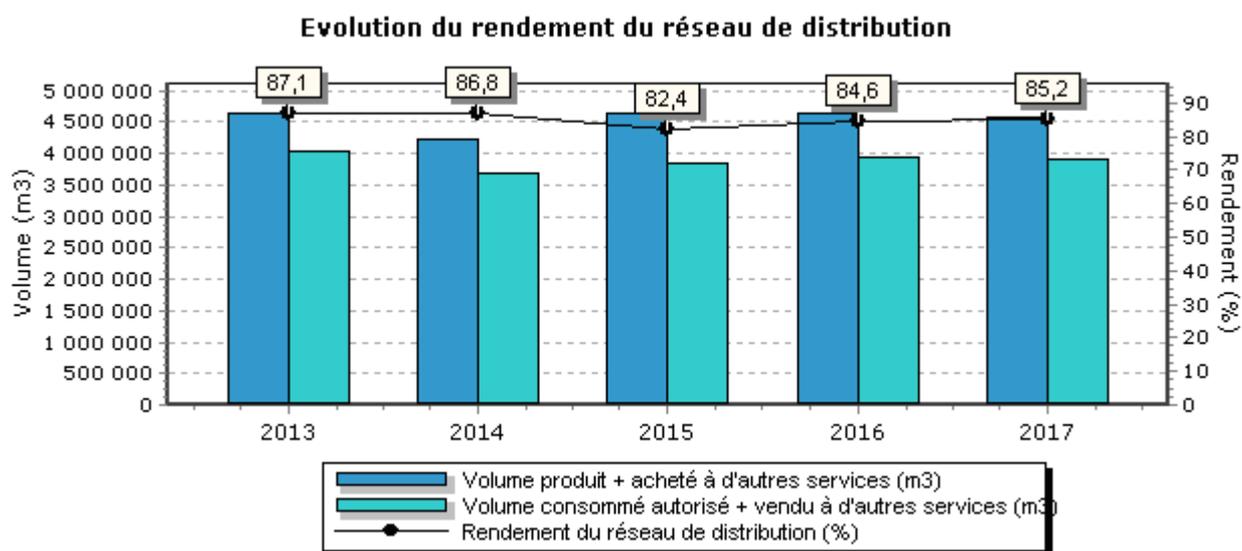
ILC (indice linéaire de consommation (m<sup>3</sup>/j/km) : (volume consommé autorisé année entière + volume vendu à d'autres services) / ((longueur de canalisation de distribution hors branchements)/nombre de jours dans l'année)

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Rendement du réseau de distribution (%) (A+B)/(C+D)</b>	<b>87,1 %</b>	<b>86,8 %</b>	<b>82,4 %</b>	<b>84,6 %</b>	<b>85,2 %</b>	<b>0,7%</b>
Volume consommé autorisé 365 jours (m3) ..... A	3 900 375	3 634 206	3 774 293	3 891 123	3 865 651	-0,7%
Volume vendu à d'autres services (m3) ..... . B	133 225	45 933	54 255	43 457	29 500	-32,1%
Volume produit (m3) ..... . C	4 546 466	4 161 388	4 611 688	4 598 783	4 536 188	-1,4%
Volume acheté à d'autres services (m3) ..... D	87 213	79 786	37 041	51 289	38 264	-25,4%

Selon les prestations assurées dans le cadre du contrat, certains termes de la formule peuvent être sans objet. Ils ne sont alors pas affichés dans le tableau

(A = Volume consommé autorisé 365 jours ; B = Volume vendu à d'autres services ; C = Volume produit ; D = Volume acheté à d'autres services)

Calcul effectué selon la circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008



Sous réserve de la confirmation qui sera émise par l'Agence de l'Eau, le rendement de réseau 2017 étant supérieur au seuil de rendement « Grenelle 2 », il n'est pas nécessaire d'établir un plan d'actions spécifique. Veolia poursuivra ses efforts pour améliorer la performance du réseau dans la continuité des actions mises en œuvre en 2017.

→ *L'indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] et l'indice linéaire de pertes en réseau [P106.3]*

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Indice linéaire des volumes non comptés (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>6,64</b>	<b>6,02</b>	<b>9,42</b>	<b>7,65</b>	<b>7,32</b>
A Volume mis en distribution (m3) . . . . .	4 500 454	4 195 241	4 594 474	4 606 615	4 544 952
B Volume comptabilisé 365 jours (m3) . . . . .	3 859 868	3 612 447	3 682 582	3 869 378	3 841 450
L Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . .	264 290	265 226	265 231	263 361	263 411

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Indice linéaire de pertes en réseau (m3/km/j) (A-B)/(L/1000)/365</b>	<b>6,22</b>	<b>5,80</b>	<b>8,47</b>	<b>7,42</b>	<b>7,07</b>
A Volume mis en distribution (m3) . . . . .	4 500 454	4 195 241	4 594 474	4 606 615	4 544 952
B Volume consommé autorisé 365 jours (m3) . . . . .	3 900 375	3 634 206	3 774 293	3 891 123	3 865 651
L Longueur de canalisation de distribution (ml) . . . . .	264 290	265 226	265 231	263 361	263 411

## 4.3. La maintenance du patrimoine



On distingue deux types d'interventions :

- Des opérations programmées d'entretien, maintenance, réparation ou renouvellement, définies grâce à des outils d'exploitation, analysant notamment les risques de défaillance,
- Des interventions non-programmées (urgences ou crises) qui nécessitent une réactivité maximale des équipes opérationnelles grâce à des procédures d'intervention parfaitement décrites et éprouvées. Les interruptions de service restent ainsi l'exception.

La réalisation de ces interventions conduit le cas échéant à faire appel à des compétences mutualisées (régionales ou nationales) et bénéficie d'outils informatiques de maintenance et de gestion des interventions.



### *La gestion centralisée des interventions*

Le pilotage des interventions de nos techniciens est centralisé, qu'elles soient programmées ou imprévues, qu'il s'agisse de la maintenance d'un équipement, d'une intervention sur le branchement d'un abonné, d'une réparation de fuite ou encore d'un prélèvement pour analyse.

### 4.3.1. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DES INSTALLATIONS

→ *Les installations*

Nom du réservoir	Date de nettoyage	Commentaires
RES_BEAUVAIS_BOREL	27/04/2017	
RES_BEAUVAIS_MT_CAPRON	-	à réaliser pendant le renouvellement des vannes
RES_BEAUVAIS_PARC_EAUX	23 et 24/05/2017	
RES_BEAUVAIS_ST_JEAN	27/04/2017	
RES_BEAUVAIS_ZUP	20/06 et 13/09/2017	
Réservoir ou château d'eau: 005-RES POUPONNIERES	-	impossibilité technique de réaliser le lavage
RES_PONTOISE	14/09/2017	

### 4.3.2. LES OPERATIONS DE MAINTENANCE DU RESEAU

Le SIG est un composant essentiel de la gestion du patrimoine réseau. En effet, le SIG permet l'inventaire et la localisation des canalisations et des branchements, ainsi que la connaissance des événements d'exploitation. Cette capitalisation des informations permet d'intervenir efficacement au quotidien et de construire une stratégie optimisée de l'exploitation et du renouvellement.

### **4.3.3. LES RECHERCHES DE FUTES**

Commune	Date	Linéaire inspecté	Résultat
BEAUVAIS ; Secteur Centre Ville	01/01/2017	4,2	0 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 10 Rue De Villerzs Sur There	30/03/2017	2,738	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Thoret	15/05/2017	5,404	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Marcel D'assault	11/07/2017	0,1	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Du Velay	12/07/2017	1,5	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Maurice Utrillo	13/07/2017	0,6	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Edgars Dega	19/07/2017	2,6	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Angle Rue Van Hollebeck, Rue August Joly	19/07/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Pierre Garbet	20/07/2017	4,2	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Maitre Denis	20/07/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Des Grand Pres	20/07/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 99 Rue De La Mie Au Roy	18/08/2017	4,709	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 11 Rue Des Lys	21/08/2017	6,85	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Des Lys Pi 277	21/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Face 16 Avenue Flandre Dunkerque	25/08/2017	11,241	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Angle Rue Des Vignes/Rue De L'esterel	25/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 8 Allee Mairice Vlaminc	25/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Face 41 Rue Du Berry	25/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 8 Rue Vincent Van Gogh	25/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Bi Devant 13 Résidence Bellevue	29/08/2017	7,2	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 13 Rue Js Bach	29/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Angle Rue Alphonse Dupont Et Due De Binche.	30/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Rue Georges Bizet	31/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Résidence Bellevue	31/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 224 Rue Marcel D Assault	31/08/2017	0	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 35 Rue Du Marechal Joffre	31/08/2017	2,203	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Sentier De La Place	04/09/2017	5,2	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 8 Rue Chopin	05/09/2017	3,7	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 2 Rue Jean Sebastien Bach	06/09/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Des Etamines	07/09/2017	1,4	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Gambetta Faire Ecoute De Nuits	18/09/2017	3,1	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Fuite Rue Victor Hugo	20/09/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Impasse Elysée	21/09/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 29 Boulevard Saint Andre	27/10/2017	0,1	0 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 18 Rue Jeanne D'arc	27/10/2017	0,1	0 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Vidange Reservoir	06/11/2017	2,2	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Pi Rue Charles Tellier	07/11/2017	3,9	1 fuite détectée par recherche Permalog

BEAUVAIS ; Hector Berlioz	08/11/2017	0,6	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Secteur St Jean	08/11/2017	1,8	0 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; 4 Rue Du Clos Lieutenant	10/11/2017	0	1 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Rue Marcel Dassault	14/11/2017	1,2	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; Secteur St Jean	15/11/2017	1,9	0 fuite détectée par recherche Permalog
BEAUVAIS ; Face 16 Avenue Des Cheminots	23/11/2017	6,789	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle
BEAUVAIS ; 9 Rue Louis Pot	26/12/2017	0,205	1 fuite détectée par recherche Ponctuelle

Le nombre de fuites décelées et réparées figure au tableau suivant :

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
Nombre de fuites sur canalisations	60	52	32	31	19	-38,7%
Nombre de fuites par km de canalisations	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,0%
Nombre de fuites sur branchement	84	47	52	80	56	-30,0%
Nombre de fuites pour 100 branchements	0,6	0,4	0,4	0,6	0,4	-33,3%
Nombre de fuites sur compteur	511	98	134	83	86	3,6%
Nombre de fuites réparées	660	197	218	194	161	-17,0%
Linéaire soumis à recherche de fuites	135 231	131 432	133 670	132 080	111 844	-15,3%

## 4.4. L'efficacité environnementale

### 4.4.1. LA PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU



La mise en place de périmètres de protection et leur surveillance est indispensable à la préservation de la ressource en eau aussi bien pour les installations gérées en propre que pour les achats d'eau. Le périmètre de protection est un des principaux moyens pour éviter la dégradation de la ressource par des pollutions accidentelles ou diffuses. L'indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource du service **[P108.3]** permet d'évaluer ce processus.

	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource</b>	<b>60 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>	<b>80 %</b>

Pour chaque installation de production, cet indice se décompose de la façon suivante :

<b>Indice d'avancement de la démarche de protection de la ressource par installation de production</b>	2013	2014	2015	2016	2017
Forage F0 de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F1 de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F2BIS de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F3 de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Forage F4 de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %
Source FRIANCOURT de BEAUVAIS	60 %	80 %	80 %	80 %	80 %

### 4.4.2. LE BILAN ENERGETIQUE DU PATRIMOINE



Un management de la performance énergétique des installations est mis en œuvre. La performance énergétique des équipements est prise en compte dans leur renouvellement. Cela contribue ainsi à la réduction des consommations d'énergie et à la limitation des émissions de gaz à effet de serre.

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Energie relevée consommée (kWh)</b>	<b>1 844 008</b>	<b>1 777 199</b>	<b>1 924 391</b>	<b>1 835 414</b>	<b>1 882 482</b>	<b>2,6%</b>
Installation de reprise	1 160 535	1 121 149	1 210 238	1 157 125	1 183 273	2,3%
Installation de production	683 473	656 050	714 153	678 289	699 209	3,1%
Réservoir ou château d'eau				0		

Le tableau détaillé du Bilan énergétique du patrimoine se trouve en annexe.

### 4.4.3. LA CONSOMMATION DE REACTIFS

Selon les cas, le choix du réactif est établi de façon à optimiser le traitement :

- 💧 assurer une eau de qualité conforme aux normes de potabilité,
- 💧 réduire les quantités de réactifs à utiliser.

### 4.4.4. LA VALORISATION DES SOUS-PRODUITS

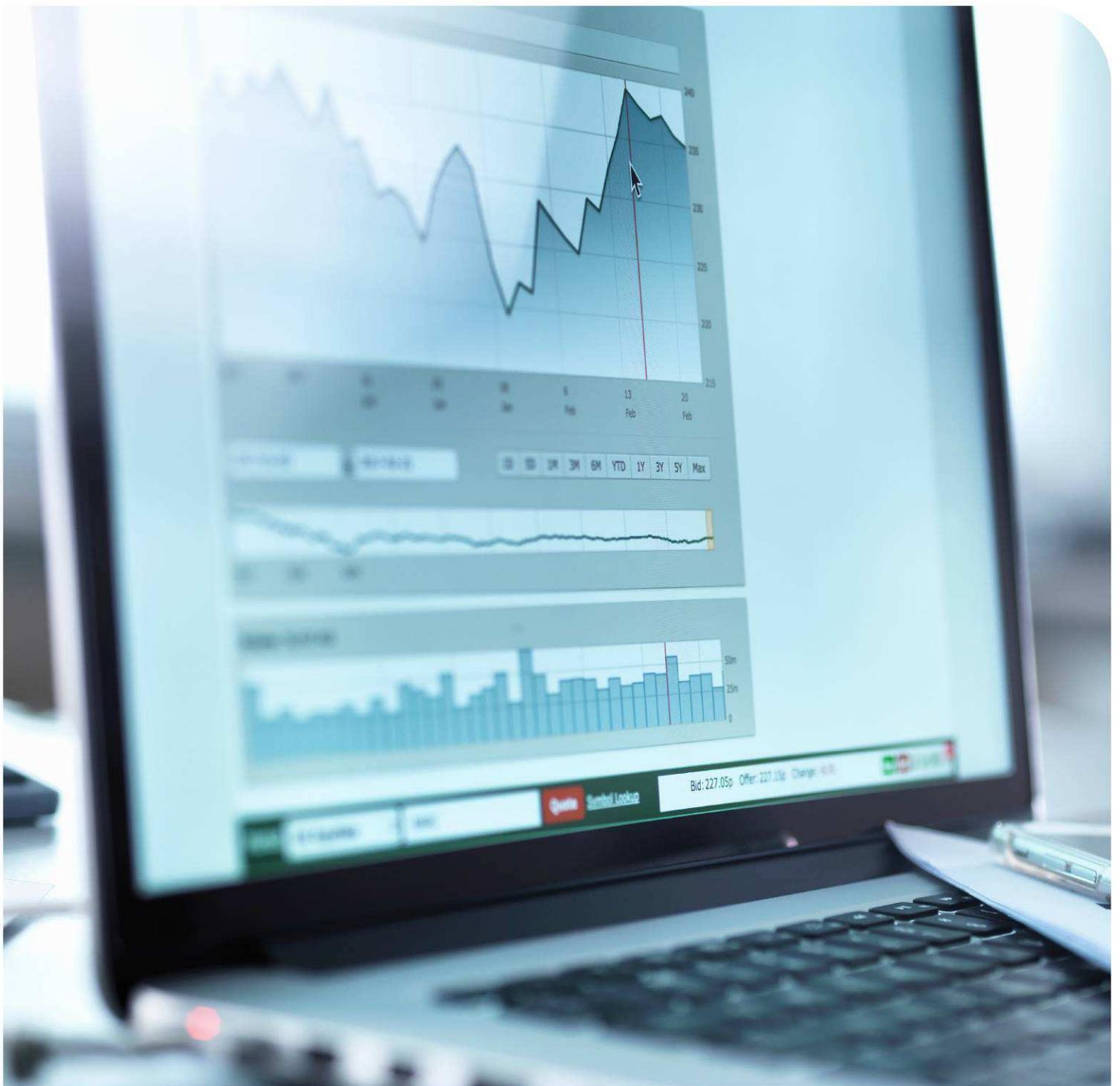
#### → *La valorisation des déchets liés au service*



Les déchets liés à l'activité du service sont gérés suivant des filières respectueuses de l'environnement. Le recyclage des matériaux est privilégié.

L'engagement de responsabilité environnementale permet à Veolia de développer des bonnes pratiques en termes de gestion des déchets. Ainsi, de plus en plus, les équipes opérationnelles trient à la source les huiles, graisses et absorbants (matières souillées par des solvants, des huiles...), les déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les déchets d'activité réseau, les déchets métalliques, les emballages (carton, bois, polystyrène...), les déchets de laboratoire (verrerie, sous-produits d'analyses) et les déchets de bureaux (papier, plastique, verre, piles, cartouches d'imprimantes...).

La collecte sélective de chaque catégorie de produits est mise en place sur certains lieux de leur production (usines, ateliers, bureaux, chantiers...). Ils sont alors évacués dans des filières de valorisation agréées.



## 5. Le rapport financier du service

## 5.1. Le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation de la Délégation (CARE)

Le présent chapitre est présenté conformément aux dispositions du décret 2016-86 du 1<sup>er</sup> février 2016.

### → *Le CARE*

Le compte annuel et l'état détaillé des produits figurent ci-après. Les modalités retenues pour la détermination des produits et charges sont présentées en annexe du présent rapport « Annexes financières ».

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation**  
**Année 2017**  
**(en application du décret du 14 mars 2005)**

Collectivité: Q3800 - BEAUVAIS

Eau

LIBELLE	2016	2017	Ecart %
<b>PRODUITS</b>	<b>5 521 324</b>	<b>5 348 974</b>	<b>-3.12 %</b>
Exploitation du service	2 620 998	2 517 249	
Collectivités et autres organismes publics	2 588 319	2 545 609	
Travaux attribués à titre exclusif	55 764	110 496	
Produits accessoires	256 243	175 620	
<b>CHARGES</b>	<b>5 628 657</b>	<b>5 407 530</b>	<b>-3.93 %</b>
Personnel	917 737	904 202	
Energie électrique	153 553	114 642	
Combustibles	1 488	199	
Produits de traitement	8 473	6 515	
Analyses	10 679	9 912	
Sous-traitance, matières et fournitures	524 299	628 105	
Impôts locaux et taxes	20 723	20 709	
Autres dépenses d'exploitation	558 262	410 897	
<i>télécommunications, poste et telegestion</i>	84 528	64 549	
<i>engins et véhicules</i>	200 649	194 044	
<i>informatique</i>	92 242	88 700	
<i>assurances</i>	9 143	8 508	
<i>locaux</i>	150 471	129 662	
<i>autres</i>	21 230	- 74 568	
Contribution des services centraux et recherche	246 027	225 486	
Collectivités et autres organismes publics	2 588 319	2 545 609	
Charges relatives aux renouvellements	311 205	248 485	
<i>fonds contractuel ( renouvellements )</i>	311 205	248 485	
Charges relatives aux investissements	29 364	32 211	
<i>programme contractuel ( investissements )</i>	29 364	32 211	
Charges relatives aux compteurs du domaine privé	204 459	206 546	
Pertes sur créances irrécouvrables-Contentieux recouvrement	54 071	54 013	
<b>RESULTAT AVANT IMPOT</b>	<b>- 107 333</b>	<b>- 58 555</b>	<b>45.45 %</b>
<b>RESULTAT</b>	<b>- 107 332</b>	<b>- 58 555</b>	<b>45.44 %</b>

Conforme à la circulaire FP2E de janvier 2006

4/12/2018

→ **L'état détaillé des produits**

L'état suivant détaille les produits figurant sur la première ligne du CARE :

Les données ci-dessous sont en Euros.

**Etat détaillé des produits (1)**  
**Année 2017**

Collectivité: Q3800 - BEAUVAIS

Eau

LIBELLE	2016	2017	Ecart %
Recettes liées à la facturation du service	2 483 174	2 378 746	-4.21 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	2 396 655	2 337 654	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	86 519	41 092	
Autres recettes liées à l'exploitation du service	137 824	138 503	0.49 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	137 824	138 503	
<b>Exploitation du service</b>	<b>2 620 998</b>	<b>2 517 249</b>	<b>-3.96 %</b>
Produits : part de la collectivité contractante	1 151 782	1 127 491	-2.11 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 083 916	1 097 259	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	67 866	30 232	
Redevance prélèvement (Agence de l'Eau)	323 742	320 228	-1.09 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	308 001	311 934	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	15 741	8 294	
Redevance de lutte contre la pollution (Agence de l'Eau)	1 112 795	1 097 890	-1.34 %
<i>dont produits au titre de l'année (hors estimations conso)</i>	1 064 851	1 062 388	
<i>dont variation de la part estimée sur consommations</i>	47 945	35 502	
<b>Collectivités et autres organismes publics</b>	<b>2 588 319</b>	<b>2 545 609</b>	<b>-1.65 %</b>
<b>Produits des travaux attribués à titre exclusif</b>	<b>55 764</b>	<b>110 496</b>	<b>NS</b>
<b>Produits accessoires</b>	<b>256 243</b>	<b>175 620</b>	<b>-31.46 %</b>

(1) Cette page contient le détail de la première ligne du CARE (produits hors TVA).

4/12/18

Compte tenu des arrondis effectués pour présenter la valeur sans décimale, le total des produits ci-dessus peut être différent à quelques euros près du total des produits inscrits sur le compte annuel de résultat de l'exploitation.

## 5.2. Situation des biens

### → *Variation du patrimoine immobilier*

Cet état retrace les opérations d'acquisition, de cession ou de restructuration d'ouvrages financées par le délégataire, qu'il s'agisse de biens du domaine concédé ou de biens de reprise.

### → *Inventaire des biens*

L'inventaire au 31 décembre de l'exercice est établi selon les préconisations de la FP2E. Les biens désignés comme biens de retour ou biens de reprise sont ceux expressément désignés comme tels au contrat, conformément au décret 2016-86 du 1er février 2016. S'il y a lieu, l'inventaire distingue les biens propres du délégataire.

### → *Situation des biens*

La situation des biens est consultable aux chapitres 3.1 et 3.2.

Par ce compte rendu, Veolia présente une vue d'ensemble de la situation du patrimoine du service délégué, à partir des constats effectués au quotidien (interventions, inspections, auto-surveillance, astreinte,...) et d'une analyse des faits marquants, des études disponibles et d'autres informations le cas échéant.

Ce compte rendu permet ainsi à la Collectivité, par une connaissance précise des éventuels problèmes, de leur probable évolution et des solutions possibles, de mieux programmer ses investissements.

Les biens dont l'état ou le fonctionnement sont satisfaisants, ou pour lesquels Veolia n'a pas décelé d'indice négatif, et qui à ce titre n'appellent pas ici de commentaire particulier, ne figurent pas dans ce compte rendu.

## 5.3. Les investissements et le renouvellement

Les états présentés permettent de tracer, selon le format prévu au contrat, la réalisation des programmes d'investissement et/ou de renouvellement à la charge du délégataire, et d'assurer le suivi des fonds contractuels d'investissement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière « Les modalités d'établissement du CARE ».

### → Programme contractuel de renouvellement

VANNES	23	V
BRANCHEMENTS EAU Plomb	6	V
ACCESSOIRES HYDRAULIQUES EAU	16	V

### → Les autres dépenses de renouvellement

Les états présentés dans cette section permettent de suivre les dépenses réalisées dans le cadre d'une obligation en garantie pour continuité du service ou d'un fonds contractuel de renouvellement.

La méthode de calcul de la charge économique imputée au compte de la délégation est présentée dans l'annexe financière «Les modalités d'établissement du CARE».

### Dépenses relevant d'un fonds de renouvellement :

Un fonds de renouvellement a été défini au contrat. Les dépenses et la situation du fonds relatives à l'exercice sont résumées dans les tableaux suivants :

	2016	2017
<b>Solde à fin de l'exercice (€)</b>	<b>-599 362,42</b>	<b>-789 075,60</b>
Dotations de l'exercice		248 485,21
Dépense de l'exercice		438 198,39

## 5.4. Les engagements à incidence financière

Ce chapitre a pour objectif de présenter les engagements liés à l'exécution du service public et qui, à ce titre, peuvent entraîner des obligations financières entre Veolia, actuel délégataire de service, et toute entité (publique ou privée) qui pourrait être amenée à reprendre à l'issue du contrat l'exécution du service. Ce chapitre constitue pour les élus un élément de transparence et de prévision.

Conformément aux préconisations de l'Ordre des Experts Comptables, ce chapitre ne présente que les « engagements significatifs, sortant de l'ordinaire, nécessaires à la continuité du service, existant à la fin de la période objet du rapport, et qui à la fois devraient se continuer au-delà du terme normal de la convention de délégation et être repris par l'exploitant futur ».

Afin de rester simples, les informations fournies ont une nature qualitative. A la demande de la Collectivité, et en particulier avant la fin du contrat, Veolia pourra détailler ces éléments.

### 5.4.1. FLUX FINANCIERS DE FIN DE CONTRAT

Les flux financiers de fin de contrat doivent être anticipés dans les charges qui s'appliqueront immédiatement à tout nouvel exploitant du service. Sur la base de ces informations, il est de la responsabilité de la Collectivité, en qualité d'entité organisatrice du service, d'assurer la bonne prise en compte de ces contraintes dans son cahier des charges.

#### → Régularisations de TVA

Si Veolia a assuré pour le compte de la Collectivité la récupération de la TVA au titre des immobilisations (investissements) mises à disposition<sup>1</sup>, deux cas se présentent :

- Le nouvel exploitant est assujéti à la TVA<sup>2</sup> : aucun flux financier n'est nécessaire. Une simple déclaration des montants des immobilisations, dont la mise à disposition est transférée, doit être adressée aux Services de l'Etat.
- Le nouvel exploitant n'est pas assujéti à la TVA : l'administration fiscale peut être amenée à réclamer à Veolia la part de TVA non amortie sur les immobilisations transférées. Dans ce cas, le repreneur doit s'acquitter auprès de Veolia du montant dû à l'Administration Fiscale pour les immobilisations transférées, et simultanément faire valoir ses droits auprès du Fonds de Compensation de la TVA. Le cahier des charges doit donc imposer au nouvel exploitant de disposer des sommes nécessaires à ce remboursement.

#### → Biens de retour

Les biens de retour (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) sont remis gratuitement à la Collectivité à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat.

#### → Biens de reprise

Les biens de reprise (listés dans l'inventaire détaillé des biens du service) seront remis au nouvel exploitant, si celui-ci le souhaite, à l'échéance du contrat selon les modalités prévues au contrat. Ces biens doivent généralement être achetés par le nouvel exploitant.

#### → Autres biens ou prestations

Hormis les biens de retour et les biens de reprise prévus au contrat, Veolia utilise, dans le cadre de sa liberté de gestion, certains biens et prestations. Le cas échéant, sur demande de la Collectivité et selon des

<sup>1</sup> art. 210 de l'annexe II du Code Général des Impôts

<sup>2</sup> Conformément au principe posé par le nouvel article 257 bis du Code Général des Impôts précisé par l'instruction 3 A 6 36 parue au BOI N°50 du 20 Mars 2006 repris dans le BOFiP (BOI-TVA-CHAMP-10-10-50-10)

conditions à déterminer, les parties pourront convenir de leur mise à disposition auprès du nouvel exploitant.

#### → **Consommations non relevées et recouvrement des sommes dues au délégataire à la fin du contrat**

Les sommes correspondantes au service exécuté jusqu'à la fin du contrat sont dues au délégataire sortant. Il y a lieu de définir avec la Collectivité les modalités de facturation (relevé spécifique, prorata temporis) et de recouvrement des sommes dues qui s'imposeront au nouvel exploitant, ainsi que les modalités de reversement des surtaxes correspondantes.

#### **5.4.2. DISPOSITIONS APPLICABLES AU PERSONNEL**

Les dispositions applicables au personnel du délégataire sortant s'apprécient dans le contexte de la période de fin de contrat. Les engagements qui en découlent pour le nouvel exploitant ne peuvent pas faire ici l'objet d'une présentation totalement exhaustive, pour deux motifs principaux :

- ils évoluent au fil du temps, au gré des évolutions de carrière, des aléas de la vie privée des agents et des choix d'organisation du délégataire,
- ils sont soumis à des impératifs de protection des données personnelles.

Veolia propose de rencontrer la Collectivité sur ce sujet pour inventorier les contraintes qui s'appliqueront en fin de contrat.

#### → **Dispositions conventionnelles applicables aux salariés de Veolia**

Les salariés de Veolia bénéficient :

- des dispositions de la Convention Collective Nationale des Entreprises des Services d'Eau et d'Assainissement du 12 avril 2000 ;
- des dispositions de l'accord interentreprises de l'Unité Economique et Sociale " Veolia - Générale des Eaux " du 12 novembre 2008 qui a pris effet au 1<sup>er</sup> janvier 2009, d'accords conclus dans le cadre de cette Unité Economique et Sociale et qui concernent notamment : l'intéressement et la participation, le temps de travail des cadres, la protection sociale (retraite, prévoyance, handicap, formation) et d'accords d'établissement, usages et engagements unilatéraux.

#### → **Protection des salariés et de l'emploi en fin de contrat**

Des dispositions légales assurent la protection de l'emploi et des salariés à l'occasion de la fin d'un contrat, lorsque le service est susceptible de changer d'exploitant, que le futur exploitant ait un statut public ou privé. A défaut, il est de la responsabilité de la Collectivité de prévoir les mesures appropriées.

Lorsque l'entité sortante constitue une entité économique autonome, c'est-à-dire comprend des moyens corporels (matériel, outillage, marchandises, bâtiments, ateliers, terrains, équipements), des éléments incorporels (clientèle, droit au bail, etc.) et du personnel affecté, le tout organisé pour une mission identifiée, l'ensemble des salariés qui y sont affectés sont automatiquement transférés au nouvel exploitant, qu'il soit public ou privé (art. L 1224-1 du Code du Travail).

Dans cette hypothèse, Veolia transmettra à la Collectivité, à la fin du contrat, la liste des salariés affectés au contrat ainsi que les éléments d'information les concernant (en particulier masse salariale correspondante).

Le statut applicable à ces salariés au moment du transfert et pendant les trois mois suivants est celui en vigueur chez Veolia. Au-delà de ces trois mois, le statut Veolia est soit maintenu pendant une période de douze mois maximum, avec maintien des avantages individuels acquis au-delà de ces douze mois, soit aménagé au statut du nouvel exploitant.

Lorsque l'entité sortante ne constitue pas une entité économique autonome mais que le nouvel exploitant entre dans le champ d'application de la Convention collective Nationale des entreprises d'eau et

d'assainissement d'avril 2000, l'application des articles 2.5.2 ou 2.5.4 de cette Convention s'impose tant au précédent délégataire qu'au nouvel exploitant avant la fin de la période de 12 mois.

A défaut d'application des dispositions précitées, seule la Collectivité peut prévoir les modalités permettant la sauvegarde des emplois correspondant au service concerné par le contrat de délégation qui s'achève. Veolia se tient à la disposition de la Collectivité pour fournir en amont les informations nécessaires à l'anticipation de cette question.

En tout état de cause, d'un point de vue général, afin de clarifier les dispositions applicables et de protéger l'emploi, nous proposons de préciser avec la Collectivité avant la fin du contrat, le cadre dans lequel sera géré le statut des salariés et la protection de l'emploi à la fin du contrat. Il est utile que ce cadre soit précisé dans le cahier des charges du nouvel exploitant.

La liste nominative des agents<sup>3</sup> affectés au contrat peut varier en cours de contrat, par l'effet normal de la vie dans l'entreprise : mutations, départs et embauches, changements d'organisation, mais aussi par suite d'événements de la vie personnelle des salariés. Ainsi, la liste nominative définitive ne pourra être constituée qu'au cours des dernières semaines d'exécution du contrat.

### → *Comptes entre employeurs successifs*

Les dispositions à prendre entre employeurs successifs concernant le personnel transféré sont les suivantes :

- ◆ de manière générale, dispositions identiques à celles appliquées en début du contrat,
- ◆ concernant les salaires et notamment salaires différés : chaque employeur supporte les charges afférentes aux salaires (et les charges sociales ou fiscales directes ou indirectes y afférant) rattachables à la période effective d'activité dont il a bénéficié ; le calcul est fait sur la base du salaire de référence ayant déterminé le montant de la charge mais plafonné à celui applicable au jour de transfert : ce compte déterminera notamment les prorata 13<sup>ème</sup> mois, de primes annuelles, de congés payés, décomptes des heures supplémentaires ou repos compensateurs,.....,
- ◆ concernant les autres rémunérations : pas de comptes à établir au titre des rémunérations différées dont les droits ne sont exigibles qu'en cas de survenance d'un événement ultérieur non encore intervenu : indemnité de départ à la retraite, droits à des retraites d'entreprises à prestations définies, médailles du travail,...

---

<sup>3</sup> Certaines informations utiles ont un caractère confidentiel et n'ont pas à figurer dans le rapport annuel qui est un document public. Elles pourront être fournies, dans le respect des droits des personnes intéressées, séparément à l'autorité délégante, sur sa demande justifiée par la préparation de la fin de contrat.





## 6. Annexes

## 6.1. La facture 120 m<sup>3</sup>

Facture annuelle type complète, eau et assainissement, toutes taxes et redevances comprises pour un client ayant consommé 120 m<sup>3</sup> et doté d'un compteur de 15 mm de diamètre (dans le cas où il existe différentes tranches tarifaires entre 0 et 120 m<sup>3</sup>, les prix unitaires affichés ci-après sont des prix moyens pour une consommation de 120 m<sup>3</sup>).

BEAUVAIS	m <sup>3</sup>	Prix au 01/01/2018	Montant au 01/01/2017	Montant au 01/01/2018	N/N-1
<b>Production et distribution de l'eau</b>			<b>122,25</b>	<b>126,48</b>	<b>3,46%</b>
<b>Part délégataire</b>			<b>75,77</b>	<b>78,39</b>	<b>3,46%</b>
Abonnement			25,10	26,92	7,25%
Consommation	120	0,4289	50,67	51,47	1,58%
<b>Part communale</b>			<b>36,40</b>	<b>36,40</b>	<b>0,00%</b>
Consommation	120	0,3033	36,40	36,40	0,00%
<b>Préservation des ressources en eau (agence de l'eau)</b>	<b>120</b>	<b>0,0974</b>	<b>10,08</b>	<b>11,69</b>	<b>15,97%</b>
<b>Collecte et dépollution des eaux usées</b>			<b>188,38</b>	<b>189,58</b>	<b>0,64%</b>
<b>Part communale</b>			<b>188,38</b>	<b>189,58</b>	<b>0,64%</b>
Consommation	120	1,5798	188,38	189,58	0,64%
<b>Organismes publics et TVA</b>			<b>113,27</b>	<b>105,70</b>	<b>-6,68%</b>
Lutte contre la pollution (agence de l'eau)	120	0,3800	45,60	45,60	0,00%
Modernisation du réseau de collecte	120	0,2400	36,00	28,80	-20,00%
TVA			31,67	31,30	-1,17%
<b>TOTAL € TTC</b>			<b>423,90</b>	<b>421,76</b>	<b>-0,50%</b>

## 6.2. Attestations d'assurances

Dans le cadre de ses obligations contractuelles, Veolia a souscrit aux polices d'assurance suivantes :

- Assurance de responsabilité civile : cette assurance couvre Veolia des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile, quel qu'en soit le fondement juridique, que Veolia est susceptible d'encourir vis-à-vis des tiers à raison des dommages corporels, matériels et immatériels qui trouvent leur origine dans l'exécution de ses obligations.

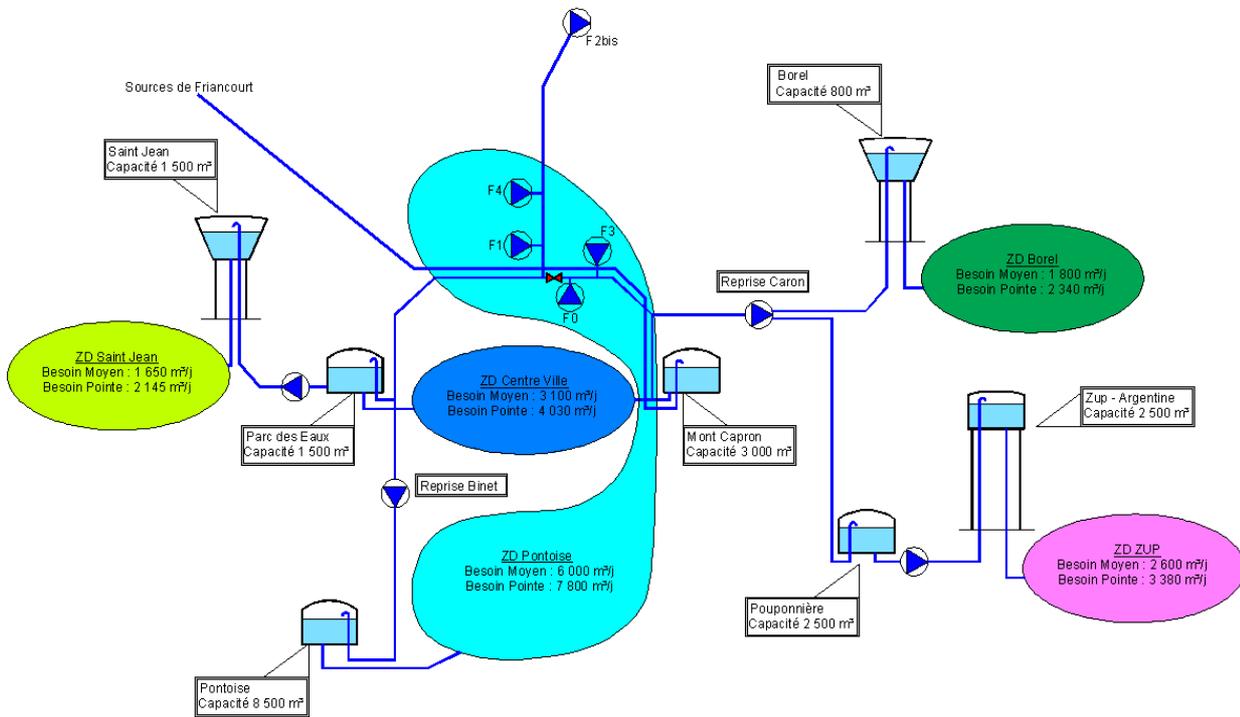
- Assurance de dommages aux biens : cette assurance est souscrite par Veolia pour son propre compte. Elle a pour objet de garantir les biens affermés contre les dommages résultant de l'exploitation du service.

L'ensemble de ces attestations d'assurance est disponible sur simple demande de la Collectivité.

## 6.3. Les données clientèles par commune

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>BEAUVAIS</b>						
Nombre d'habitants desservis total (estimation)	56 181	55 659	55 739	56 772	56 284	-0,9%
Nombre d'abonnés (clients)	25 973	26 418	26 681	26 880	27 092	0,8%
Volume vendu (m3)	3 836 554	3 550 898	3 716 416	3 855 628	3 815 080	-1,1%

## 6.4. Le synoptique du réseau



## 6.5. La qualité de l'eau

### 6.5.1. LA RESSOURCE

Le tableau suivant présente le nombre de résultats d'analyses obtenus sur l'ensemble des ressources du service :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes	Nb total de résultats d'analyses	Nb de résultats d'analyses conformes
Microbiologique	12	12	24	24
Physico-chimique	3189	3189	3	3

Détail des non-conformités sur la ressource :

Tous les résultats sont conformes.

### 6.5.2. L'EAU PRODUITE ET DISTRIBUEE

La qualité de l'eau produite et distribuée est évaluée au regard des limites de qualité et des références de qualité définies par la réglementation :

- les limites de qualité visent les paramètres susceptibles de générer des risques immédiats ou à plus long terme pour la santé du consommateur,
- les références de qualité sont des valeurs indicatives établies à des fins de suivi des installations de production et de distribution d'eau potable. Un dépassement ne traduit pas forcément un risque sanitaire pour le consommateur mais implique la mise en œuvre d'actions correctives.

#### → Conformité des prélèvements

Tableaux synthétiques de la conformité des prélèvements aux limites de qualité :

Limite de qualité	Contrôle Sanitaire		Surveillance du Délégué		Contrôle sanitaire et surveillance du délégataire	
	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes	Nb PLV total	Nb PLV conformes
Microbiologique	88	88	43	43	131	131
Physico-chimie	92	92	0	0	92	92

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

	Taux de conformité Contrôle Sanitaire	Taux de conformité Surveillance du Délégué	Taux de conformité Contrôle Sanitaire et Surveillance du Délégué
Microbiologique	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Physico-chimie	100,0 %	%	100,0 %

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

→ **Conformité des paramètres analytiques**

Le tableau suivant présente en détail les résultats d'analyses et leur conformité en distinguant les paramètres soumis à limite de qualité des paramètres soumis à une référence de qualité<sup>4</sup> :

	Contrôle sanitaire		Surveillance par le délégataire	
	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références	Nb total de résultats d'analyses	Conformité aux limites / Respect des Références
<b>Paramètres soumis à Limite de Qualité</b>				
Microbiologique	176	176	86	86
Physico-chimique	524	524		
<b>Paramètres soumis à Référence de Qualité</b>				
Microbiologique	291	291	172	172
Physico-chimique	789	789	129	129
<b>Autres paramètres analysés</b>				
Microbiologique				
Physico-chimique	385			

Un prélèvement est déclaré non-conforme si au moins un des paramètres le constituant est non-conforme à une limite de qualité.

<sup>4</sup> Attention, tous les paramètres analysés ne sont pas forcément soumis à limite ou à référence de qualité.

## 6.6. Le bilan énergétique du patrimoine

→ *Bilan énergétique détaillé du patrimoine*

### Installation de production

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Forage F0 de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	419 307	412 071	526 432	471 745	272 076	-42,3%
Energie facturée consommée (kWh)	414 587	412 071	469 022	520 832	275 340	-47,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	808	741	558	546	340	-37,7%
Volume produit refoulé (m3)	519 204	556 101	943 238	863 336	800 175	-7,3%
<b>Forage F1 de BEAUVAIS</b>						
Volume produit refoulé (m3)	908 189	686 233	639 265	731 012	602 501	-17,6%
<b>Forage F2BIS de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	155 850	141 973	114 899	140 326	138 126	-1,6%
Energie facturée consommée (kWh)	157 035	141 973	94 386	134 611	135 207	0,4%
Consommation spécifique (Wh/m3)	198	223	214	227	206	-9,3%
Volume produit refoulé (m3)	786 267	637 741	536 023	618 920	672 092	8,6%
<b>Forage F3 de BEAUVAIS</b>						
Volume produit refoulé (m3)	451 983	536 074	803 949	708 700	654 950	-7,6%
<b>Forage F4 de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	108 316	102 006	72 822	66 218	289 007	336,4%
Energie facturée consommée (kWh)	118 953	102 006	73 290	24 462	298 563	1 120,5%
Consommation spécifique (Wh/m3)	221	270	272	233	537	130,5%
Volume produit refoulé (m3)	489 115	378 159	268 127	284 401	538 082	89,2%
<b>Source FRIANCOURT de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	4 018	1 964	0	3 521	3 682	4,6%

### Installation de reprise, de pompage ou surpresseur

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Installation de reprise: ZUP POUPONIERE</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	256 877	262 258	267 718	269 340	261 791	-2,8%
Energie facturée consommée (kWh)	256 877	262 258	283 934	314 019	262 047	-16,6%
Consommation spécifique (Wh/m3)	270	282	273	277	268	-3,2%
Volume pompé (m3)	950 768	929 865	982 270	973 715	977 243	0,4%
<b>Reprise BINET de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	672 692	650 661	750 061	711 941	739 162	3,8%
Energie facturée consommée (kWh)	680 996	650 661	797 410	723 531	731 526	1,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	441	514	424	435	466	7,1%
Volume pompé (m3)	1 525 456	1 266 921	1 768 283	1 636 645	1 585 103	-3,1%
<b>Reprise CARON de BEAUVAIS</b>						
Energie relevée consommée (kWh)	230 966	208 230	192 459	175 844	182 320	3,7%
Energie facturée consommée (kWh)	208 367	208 230	171 599	175 844	193 639	10,1%
Consommation spécifique (Wh/m3)	142	139	273	109	112	2,8%
Volume pompé (m3)	1 623 604	1 498 584	703 819	1 611 855	1 631 998	1,2%
<b>Réservoir et Reprise PARC DES EAUX de BEAUVAIS</b>						
Volume pompé (m3)	502 386	506 778	504 144	579 197	600 937	3,8%

### Réservoir ou château d'eau

	2013	2014	2015	2016	2017	N/N-1
<b>Réservoir MONT CAPRON de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	4	4	-2	15	0	-100,0%
<b>Réservoir PONTOISE de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	870	344	614	230	1 245	441,3%
<b>Réservoir RUE LOUIS BOREL de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	2 143	2 442	1 989	2 523	2 533	0,4%
<b>Réservoir ST JEAN de BEAUVAIS</b>						
Energie facturée consommée (kWh)	0	0	0	0	0	0%

## 6.7. Annexes financières

→ *Les modalités d'établissement du CARE*



**Société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise  
Zone Ile-de-France Nord-Ouest – Centre régional Picardie  
Annexe financière aux comptes annuels de résultat de l'exploitation  
Exercice 2017**

### Introduction générale

Le décret 2005-236, codifié aux articles R1411-7 et R1411-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, a fourni des précisions sur les données devant figurer dans le Rapport Annuel du Délégué prévu à l'article L1411-3 du même CGCT, et en particulier sur le Compte Annuel de Résultat de l'Exploitation (CARE) de la délégation.

Le CARE établi au titre de 2017 respecte ces principes. La présente annexe fournit les informations relatives à ses modalités d'établissement.

### Organisation de la Société au sein du Centre Régional

L'organisation de la Société des Eaux et de l'Assainissement de l'Oise (SEAO) au sein du Centre Régional Picardie de Veolia Eau (groupe Veolia Eau - Compagnie Générale des Eaux) comprend différents niveaux opérationnels qui apportent quotidiennement leur contribution au bon fonctionnement des services publics de distribution d'eau potable et d'assainissement qui leur sont confiés.

La décentralisation et la mutualisation de l'activité aux niveaux adaptés représentent en effet un des principes majeurs d'organisation de Veolia Eau et de ses sociétés.

Tout au long de l'année 2017, l'organisation de Veolia Eau s'est articulée en métropole autour de 20 Centres Régionaux regroupés au sein de 4 Zones.

Au sein de cette organisation, et notamment pour accroître la qualité des services rendus à ses clients, la Société SEAO a pris part à la démarche engagée par Veolia Eau visant à accroître la collaboration entre ses différentes sociétés.

Dans ce contexte, la Société est associée à d'autres sociétés du Groupe pour mettre en commun au sein d'un GIE national un certain nombre de fonctions supports (service clientèle, ressources humaines, bureau d'étude technique, service achats, expertises nationales...) ; étant précisé que cette mise en commun peut être organisée en tant que de besoin sur des périmètres plus restreints (au niveau d'une Zone ou d'un Centre Régional par exemple).

Aujourd'hui, les exploitations de la Société bénéficient des interventions tant de ses moyens propres que des interventions du GIE national, au travers d'une organisation décentralisant, au niveau adapté, les différentes fonctions.

L'architecture comptable de la Société est le reflet de cette structure décentralisée et mutualisée. Elle permet de suivre aux niveaux adéquats les produits et les charges relevant d'une part du Centre Régional (niveaux successifs du Centre, du service, de l'unité opérationnelle), et d'autre part les charges de niveau national (contribution des services centraux) et de niveau Zone.

En particulier, conformément aux principes du droit des sociétés, et à partir d'un suivi analytique commun à toutes les sociétés membres du GIE national, la Société SEAO facture à ce dernier le coût des moyens qu'elle met à sa disposition ; réciproquement, le GIE national lui facture le coût de ses prestations.

Le compte annuel de résultat de l'exploitation relatif à un contrat de délégation de service public, établi sous la responsabilité de la Société délégataire, regroupe l'ensemble des produits et des charges imputables à ce contrat, selon les règles exposées ci-dessous.

La présente annexe a pour objet de préciser les modalités de détermination de ces produits et de ces charges.

### **Faits Marquants**

A l'écoute de ses clients et des consommateurs, Veolia Eau est convaincu que si l'eau est au cœur des grands défis du 21ème siècle, il convient aussi d'être très attentif à la quête grandissante de transparence, de proximité, d'implication des collectivités ainsi qu'à la recherche constante d'efficacité et de qualité. Tout au long de l'année 2017, le projet d'entreprise « Osons 20/20 » a ainsi été construit collectivement, selon une logique « gLocale » pour répondre à ces nouveaux enjeux.

Une nouvelle organisation a ainsi été mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Elle permet à la fois de partager le meilleur de ce que peut apporter un grand groupe en matière de qualité, d'innovation, de solutions et d'investissements (« global ») ; mais aussi en s'appuyant sur 67 « Territoires » nouvellement créés, avec des moyens renforcés pour l'exploitation, toujours plus ancrés dans les territoires et avec un réel pouvoir de décision (« local »). 9 Régions viennent quant à elles assumer un rôle de coordination et de mutualisation au bénéfice des Territoires.

Les CARE établis au titre de 2017 s'inscrivent quant à eux dans le cadre de l'ancienne organisation - en place jusqu'à la fin de ce dernier exercice.

## **1. Produits**

Les produits inscrits dans le compte annuel de résultat de l'exploitation regroupent l'ensemble des produits d'exploitation hors TVA comptabilisés en application du contrat, y compris ceux des travaux attribués à titre exclusif.

En ce qui concerne les activités de distribution d'eau et d'assainissement [de gaz], ces produits se fondent sur les volumes distribués de l'exercice, valorisés en prix de vente. A la clôture de l'exercice, une estimation s'appuyant sur les données de gestion est réalisée sur la part des produits non relevés et/ou facturés au cours du mois de décembre. Ces facturations sont comptabilisées dans les comptes de l'année suivante, tout comme, le cas échéant, les écarts d'estimation. Les éventuels dégrèvements consentis (dont ceux au titre de la loi dite « Warsmann » du 17 mai 2011 qui fait obligation à la Société d'accorder – dans certaines conditions - des dégrèvements aux usagers ayant enregistré des surconsommations d'eau et d'assainissement du fait de fuites sur leurs installations après compteur) sont quant à eux portés en minoration des produits d'exploitation de l'année où ils sont accordés.

S'agissant des produits des travaux attribués à titre exclusifs, ils correspondent aux montants comptabilisés en application du principe de l'avancement.

Le détail des produits annexé au compte annuel du résultat de l'exploitation fournit une ventilation des produits entre produits facturés au cours de l'exercice et variation de la part estimée sur consommations.

## **2. Charges**

Les charges inscrites dans le compte annuel du résultat de l'exploitation englobent :

- les charges qui sont exclusivement imputables au contrat (charges directes § 2.1),
- la quote-part, imputable au contrat, des charges communes à plusieurs contrats (charges réparties § 2.2).

Le montant de ces charges résulte soit directement de dépenses inscrites en comptabilité soit de calculs à caractère économique (charges calculées § 2.1.2).

### **2.1. Charges exclusivement imputables au contrat**

Ces charges comprennent :

- les dépenses courantes d'exploitation (cf 2.1.1),
- un certain nombre de charges calculées, selon des critères économiques, au titre des investissements (domaines privé et délégué) et de l'obligation contractuelle de renouvellement (cf 2.1.2). Pour être calculées, ces charges n'en sont pas moins identifiées contrat par contrat, en fonction de leurs opérations spécifiques,
- les charges correspondant aux produits perçus pour le compte des collectivités et d'autres organismes,
- les charges relatives aux travaux à titre exclusifs.

#### **2.1.1. Dépenses courantes d'exploitation**

Il s'agit des dépenses de personnel imputées directement, d'énergie électrique, d'achats d'eau, de produits de traitement, d'analyses, des redevances contractuelles et obligatoires, de la Contribution Foncière des Entreprises et de certains impôts locaux, etc.

En cours d'année, les imputations directes de dépenses de personnel opérationnel au contrat ou au chantier sont valorisées suivant un coût standard par catégorie d'agent qui intègre également une quote-part de frais « d'environnement » (véhicule, matériel et outillage, frais de déplacement, encadrement de proximité...) . En fin d'année, l'écart entre le montant réel des dépenses engagées au niveau de l'unité opérationnelle (UO) dont dépendent les agents et le coût standard imputé fait l'objet d'une répartition au prorata des heures imputées sur les contrats de l'UO. Ce calcul n'a pas d'incidence sur la présentation des charges, qui continuent à figurer selon leur nature dans les différentes rubriques du CARE.

#### **2.1.2. Charges calculées**

Un certain nombre de charges doivent faire l'objet d'un calcul économique. Les éléments correspondants résultent de l'application du principe selon lequel : "Pour que les calculs des coûts et des résultats fournissent des valeurs correctes du point de vue économique...il peut être nécessaire en comptabilité analytique, de substituer à certaines charges calculées en comptabilité générale selon des critères fiscaux ou sociaux, les charges correspondantes calculées selon des critères techniques et économiques" (voir note 1 ci-après).

Ces charges concernent principalement les éléments suivants :

**Charges relatives au renouvellement :**

Les charges économiques calculées relatives au renouvellement sont présentées sous des rubriques distinctes en fonction des clauses contractuelles (y compris le cas échéant au sein d'un même contrat).

- Garantie pour continuité du service

Cette rubrique correspond à la situation dans laquelle le délégataire est tenu de prendre à sa charge et à ses risques et périls l'ensemble des dépenses d'entretien, de réparation et de renouvellement des ouvrages nécessaires à la continuité du service. Le délégataire se doit de les assurer à ses frais, sans que cela puisse donner lieu à ajustement (en plus ou en moins) de sa rémunération contractuelle.

La garantie pour continuité du service a pour objet de faire face aux charges que le délégataire aura à supporter en exécution de son obligation contractuelle, au titre des biens en jouissance temporaire (voir note 2 ci-après) dont il est estimé que le remplacement interviendra pendant la durée du contrat.

Afin de prendre en compte les caractéristiques économiques de cette obligation (voir note 3 ci-après), le montant de la garantie pour continuité du service s'appuie sur les dépenses de renouvellement lissées sur la durée de la période contractuelle en cours. Cette charge économique calculée est déterminée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà réalisés depuis le début de la période contractuelle en cours ;
- ◆ d'autre part le montant des renouvellements prévus jusqu'à la fin de cette période, tel qu'il résulte de l'inventaire quantitatif et qualitatif des biens du service à jour à la date d'établissement des comptes annuels du résultat de l'exploitation (fichier des installations en jouissance temporaire) ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après).

Des lissages spécifiques sont effectués en cas de prolongation de contrat ou de prise en compte de nouvelles obligations en cours de contrat.

Ce calcul permet donc de réévaluer chaque année, en euros courants, la dépense que le délégataire risque de supporter, en moyenne annuelle sur la durée de la période contractuelle en cours, pour les renouvellements nécessaires à la continuité du service (renouvellement dit « fonctionnel » dont le délégataire doit couvrir tous les risques et périls dans le cadre de la rémunération qu'il perçoit).

Enfin, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la charge portée dans le CARE au titre d'une obligation contractuelle de type « garantie pour continuité de service » correspond désormais aux travaux réalisés dans l'exercice sans que ne soit plus effectué le lissage évoqué ci-dessus ; ce dernier ne concerne donc désormais que les contrats ayant pris effet antérieurement.

- Programme contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société s'est contractuellement engagée à réaliser un programme prédéterminé de travaux de renouvellement selon les priorités que la Collectivité s'est fixée.

La charge économique portée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation est alors calculée en additionnant :

- ◆ d'une part le montant, réactualisé à la fin de l'exercice considéré, des renouvellements déjà effectués depuis le début de la période contractuelle en cours (voir note 4 ci-après) ;
- ◆ d'autre part, le montant des renouvellements contractuels futurs jusqu'à la fin de cette même période ;

et en divisant le total ainsi obtenu par la durée de la période contractuelle en cours.

- Fonds contractuel de renouvellement

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de prélever tous les ans sur ses produits un certain montant et de le consacrer aux dépenses de renouvellement dans le cadre d'un suivi pluriannuel spécifique. Un décompte contractuel délimitant les obligations des deux parties est alors établi. C'est le montant correspondant à la définition contractuelle qui est repris dans cette rubrique.

#### **Charges relatives aux investissements :**

Les investissements financés par le délégataire sont pris en compte dans le compte annuel du résultat de l'exploitation, sous forme de redevances permettant d'étaler leur coût financier total :

- pour les biens appartenant au délégataire (biens propres et en particulier les compteurs du domaine privé) : sur leur durée de vie économique puisqu'ils restent lui appartenir indépendamment de l'existence du contrat,
- pour les investissements contractuels (biens de retour) : sur la durée du contrat puisqu'ils ne servent au délégataire que pendant cette durée,
- avec, dans les deux cas, une progressivité prédéterminée et constante (+1,5 % par an) d'une année sur l'autre de la redevance attachée à un investissement donné.

Le montant de ces redevances résulte d'un calcul actuariel permettant de reconstituer, sur ces durées et en euros courants, le montant de l'investissement initial. S'agissant des compteurs, ce dernier comprend, depuis 2008, les frais de pose valorisés par l'application de critères opérationnels et qui ne sont donc en contrepartie plus compris dans les charges de l'exercice.

Le taux financier retenu se définit comme le taux de référence d'un financement par endettement en vigueur l'année de la réalisation de l'investissement (calculé à partir du Taux Moyen des Emprunts d'Etat majoré de 0,5% pour les investissements réalisés jusqu'au 31.12.2007 et de 1,0% pour les investissements réalisés depuis cette date compte tenu de l'évolution tendancielle du coût des emprunts souscrits par le Groupe VEOLIA ENVIRONNEMENT). Un calcul financier spécifique garantit la neutralité actuarielle de la progressivité annuelle de 1,5 % indiquée ci-dessus.

Toutefois, par dérogation avec ce qui précède, et pour tous les contrats prenant effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015, la redevance peut reprendre le calcul arrêté entre les parties lors de la signature du contrat.

Enfin, et compte tenu de leur nature particulière, les biens immobiliers du domaine privé font l'objet d'un calcul spécifique comparable à l'approche retenue par les professionnels du secteur. Le montant de la redevance initiale attachée à un bien est pris égal à 7% du montant de l'investissement immobilier (terrain + constructions + agencements du domaine privé) puis est ajusté chaque année de l'évolution de l'indice de la construction. Les agencements pris à bail donnent lieu à un calcul similaire.

- Fonds contractuel

Cette rubrique est renseignée lorsque la Société est contractuellement tenue de consacrer tous les ans un certain montant à des dépenses d'investissements dans le cadre d'un suivi contractuel spécifique. Un décompte contractuel est alors tenu qui borne strictement les obligations des deux parties. C'est en pareil cas le montant correspondant à la définition contractuelle qui est reprise dans cette rubrique.

- Annuités d'emprunts de la Collectivité prises en charge

Lorsque le délégataire s'est engagé contractuellement à prendre à sa charge le paiement d'annuités d'emprunts contractées par la Collectivité, le montant de la charge inscrite dans les comptes annuels du résultat de l'exploitation est égal au total des annuités correspondantes échues au cours de l'exercice considéré.

- Investissements du domaine privé

Hormis le parc de compteurs relevant du domaine privé du délégataire (avec une redevance portée sur la ligne « Charges relatives aux compteurs du domaine privé ») et quelques cas où Veolia Eau ou ses filiales sont propriétaires d'ouvrages de production (avec une redevance alors portée sur la ligne « Charges relatives aux investissements du domaine privé »), les redevances attachées aux biens du domaine privé sont portées sur les lignes correspondant à leur affectation (la redevance d'un camion cureur sera affectée sur la ligne « engins et véhicules », celle relative à un ordinateur à la ligne « informatique »...).

### **2.1.3. Pertes sur créances irrécouvrables et contentieux recouvrement**

Cette rubrique reprend essentiellement les pertes sur les créances devenues définitivement irrécouvrables, comptabilisées au cours de l'exercice. Celles-ci peuvent être enregistrées plusieurs années après l'émission des factures correspondantes compte tenu des délais notamment administratifs nécessaires à leur constatation définitive. Elle ne traduit par conséquent qu'avec un décalage dans le temps l'évolution des difficultés liées au recouvrement des créances.

### **2.1.4. Impôt sur les sociétés**

L'impôt calculé correspond à celui qui serait dû par une entité autonome, en appliquant au résultat brut bénéficiaire, le taux en vigueur de l'impôt sur les sociétés.

Dans un souci de simplification, le taux normatif retenu en 2017 correspond au taux de base de l'impôt sur les sociétés (33,33 %), hors contribution sociale additionnelle de 3,3% et contribution exceptionnelle applicables lorsque l'entreprise dépasse certains seuils. Il s'entend également hors effet du crédit d'impôt Compétitivité Emploi (CICE) dont a pu bénéficier la société et qui a été porté en minoration de son impôt sur les sociétés dans ses comptes sociaux.

## **2.2. Charges réparties**

Comme rappelé en préambule de la présente annexe, l'organisation de la Société repose sur un ensemble de niveaux de compétences en partie mutualisés au sein du GIE national.

Les charges communes d'exploitation à répartir proviennent donc de chacun de ces niveaux opérationnels.

### **2.2.1. Principe de répartition**

Le principe de base est celui de la répartition des charges concernant un niveau organisationnel donné entre les diverses entités dépendant directement de ce niveau ou, dans certains cas, entre les seules entités au profit desquelles elles ont été engagées.

Ces charges (qui incluent les éventuelles charges de restructuration) proviennent de chaque niveau organisationnel de Veolia Eau intervenant au profit du contrat : services centraux, zones, centres régionaux, services (et regroupements spécifiques de contrats le cas échéant).

Lorsque les prestations effectuées par le GIE national à un niveau donné bénéficient à plusieurs sociétés, les charges correspondantes sont refacturées par celui-ci aux sociétés concernées au prorata de la valeur ajoutée des contrats de ces sociétés rattachés à ce niveau.

Ensuite, la Société répartit dans ses comptes annuels de résultat de l'exploitation l'ensemble de ses charges communes telles qu'elles résultent de sa comptabilité sociale (après, donc, facturation des prestations du

GIE national) selon le critère de la valeur ajoutée des contrats de l'exercice. Ce critère unique de répartition est déterminé par contrat, qu'il s'agisse d'un contrat de Délégation de Service Public (DSP) ou d'un contrat Hors Délégation de Service Public (HDSP). La valeur ajoutée se définit ici selon une approche simplifiée comme la différence entre le volume d'activité (produits) du contrat et la valeur des charges contractuelles et d'achats d'eau en gros imputées à son niveau. Les charges communes engagées à un niveau organisationnel donné sont réparties au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats rattachés à ce niveau organisationnel.

Les contrats comportant des achats d'eau supportent une quote part forfaitaire de «peines et soins » égale à 5% de ces achats d'eau qui est portée en minoration du montant global des frais à répartir entre les contrats.

Les charges indirectes sont donc ainsi réparties sur les contrats au profit desquelles elles ont été engagées.

Par ailleurs, et en tant que de besoin, les redevances (cf. § 2.1.2) calculées au titre des compteurs dont la Société a la propriété sont réparties entre les contrats concernés au prorata du nombre de compteurs desdits contrats.

Enfin, les charges relatives aux travaux exclusifs étant en général suivies globalement au niveau d'un service alors que les produits correspondant sont suivis au niveau du contrat, il est techniquement impossible de recourir à la clé valeur ajoutée pour répartir ces charges ; elles sont donc réparties au prorata des produits.

### **2.2.2. Prise en compte des frais centraux**

Après détermination de la quote-part des frais de services centraux imputable à l'activité Eau France, la quote-part des frais des services centraux engagée au titre de l'activité des Centres Régionaux a été facturée au GIE national à charge pour lui de la refacturer à ses membres selon les modalités décrites ci-dessus.

Au sein de la Société, la répartition des frais des services centraux s'effectue au prorata de la valeur ajoutée simplifiée des contrats.

## **2.3. Autres charges**

### **2.3.1. Valorisation des travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de délégation de service public (DSP)**

Pour valoriser les travaux réalisés dans le cadre d'un contrat de DSP, une quote-part de frais de structure est calculée sur la dépense brute du chantier. Cette disposition est applicable à l'ensemble des catégories de travaux relatifs aux délégations de service public (travaux exclusifs, production immobilisée, travaux de renouvellement), hors frais de pose des compteurs. Par exception, la quote-part est réduite à la seule composante « frais généraux » si la prestation intellectuelle est comptabilisée séparément. De même, les taux forfaitaires de maîtrise d'œuvre et de gestion contractuelle des travaux ne sont pas automatiquement applicables aux opérations supérieures à 500 K€ ; ces prestations peuvent alors faire l'objet d'un calcul spécifique.

L'objectif de cette approche est de prendre en compte les différentes prestations intellectuelles associées réalisées en interne (maîtrise d'œuvre en phase projet et en phase chantier, gestion contractuelle imposée par le contrat DSP : suivi des programmes pluriannuels, planification annuelle des chantiers, reporting contractuel et réglementaire, mises à jour des inventaires,..).

La quote-part de frais ainsi attribuée aux différents chantiers est portée en diminution des charges indirectes réparties selon les règles exposées au § 2.2 (de même que la quote-part « frais généraux » affectée aux chantiers hors DSP sur la base de leurs dépenses brutes ou encore que la quote-part de 5% appliquée aux achats d'eau en gros).

### 2.3.2. Participation des salariés aux résultats de l'entreprise

Les charges de personnel indiquées dans les comptes annuels de résultat de l'exploitation comprennent la participation des salariés acquittée par la Société en 2017 au titre de l'exercice 2016.

### 2.4. Autres informations

Lorsque la Société a enregistré dans sa comptabilité une charge initialement engagée par le GIE national ou un de ses membres dans le cadre de la mutualisation de moyens, cette charge est mentionnée dans le compte annuel de résultat de l'exploitation selon sa nature et son coût d'origine, et non pas en sous-traitance. Cette règle ne trouve en revanche pas à s'appliquer pour les sociétés du Groupe qui, telles les sociétés d'expertise, ne sont pas membres du GIE national.

Enfin, au-delà des charges économiques calculées présentées ci-dessus et substituées aux charges enregistrées en comptabilité générale, la Société a privilégié, pour la présentation de ses comptes annuels de résultat de l'exploitation, une approche selon laquelle les risques liés à l'exploitation – et notamment les risques sur créances impayées mentionnées au paragraphe 2.1.3, qui donnent lieu à la constatation de provisions pour risques et charges ou pour dépréciation en comptabilité générale, sont pris en compte pour leur montant définitif au moment de leur concrétisation. Les dotations et reprises de provisions relatives à ces risques ou dépréciation en sont donc exclues (à l'exception des dotations et reprises pour investissements futurs évoquées ci-dessus).

Lorsqu'un contrat bénéficie d'un apport d'eau en provenance d'un autre contrat de la société, le compte annuel de résultat de l'exploitation reprend les écritures enregistrées en comptabilité analytique, à savoir :

- inscription dans les produits du contrat « vendeur » de la vente d'eau réalisée,
- inscription dans les charges du contrat « acheteur » de l'achat d'eau réalisé.

---

Notes :

1. *Texte issu de l'ancien Plan Comptable Général de 1983, et dont la refonte opérée en 1999 ne traite plus des aspects relatifs à la comptabilité analytique.*
2. *C'est-à-dire les biens indispensables au fonctionnement du service public qui seront remis obligatoirement à la collectivité délégante, en fin de contrat.*
3. *L'obligation de renouvellement est valorisée dans la garantie lorsque les deux conditions suivantes sont réunies:*
  - *le bien doit faire partie d'une famille technique dont le renouvellement incombe contractuellement au délégataire,*
  - *la date de renouvellement passée ou prévisionnelle entre dans l'horizon de la période contractuelle en cours.*
4. *Compte tenu des informations disponibles, pour les périodes contractuelles ayant débuté avant 1990, le montant de la garantie de renouvellement est calculé selon le même principe d'étalement linéaire, en considérant que le point de départ de ces périodes se situe au 1er janvier 1990.*

## 6.8. Reconnaissance et certification de service

Veolia Eau est depuis de nombreuses années engagé dans des démarches de certification. En 2015, les systèmes de management de la qualité et de l'environnement existants ont été fédérés sous la gouvernance du siège et complétés par un système de management de l'énergie.

Les activités certifiées sont la production et la distribution d'eau potable, la collecte et le traitement des eaux usées et l'accueil et le service aux clients.

Cette triple certification ISO 9001, ISO 14001 et ISO 50001 délivrée par Afnor Certification en novembre 2015 valide, via un tiers indépendant, l'efficacité des méthodes et des outils mis en place et l'engagement d'amélioration continue de l'entreprise. Cette démarche s'inscrit dans le cadre élargi de la politique de l'Eau France qui comprend des objectifs forts en matière de santé et de sécurité au travail.

Notre certification ISO 50001 valide nos démarches d'amélioration de l'efficacité énergétique des installations confiées par nos clients. Elle est reconnue par l'Administration dans le cadre des textes d'application de la directive 2012/27/UE (loi DDADUE) (\*)



**Certificat**  
Certificate

N° 2015/69288.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

### VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES. ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT. CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 50001 : 2011**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

Adresse  
Siège : 21 RUE LA BOETIE FR-75008 PARIS

N° SIREN  
572025526

Liste complémentaire des sites certifiés en annexes / Complementary list of certified locations on appendix:

(L'ensemble des activités de l'entreprise sur le(s) site(s) donné(s) est couvert par la certification)  
(The scope of certification covers all activities carried out on the above-mentioned location(s))

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

2017-11-13

Jusqu'au  
until

2018-11-10

Ce document est signé électroniquement. Il s'agit d'un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code  
pour vérifier la validité  
du certificat

AFNOR Certification est certifiée par le Comité Français de Normalisation (CFCN) et est membre de l'Association Française de Normalisation (AFNOR). AFNOR Certification est certifiée par le Comité Français de Normalisation (CFCN) et est membre de l'Association Française de Normalisation (AFNOR). AFNOR Certification est certifiée par le Comité Français de Normalisation (CFCN) et est membre de l'Association Française de Normalisation (AFNOR).



# Certificat

Certificate

N° 2015/69331.3

Page 1 / 6

AFNOR Certification certifie que le système de management mis en place par :  
AFNOR Certification certifies that the management system implemented by:

## VEOLIA EAU - COMPAGNIE GENERALE DES EAUX

pour les activités suivantes :  
for the following activities:

**PRODUCTION ET DISTRIBUTION D'EAU POTABLE.  
COLLECTE ET TRAITEMENT DES EAUX USEES.  
ACCUEIL ET SERVICE AUX CLIENTS.**

**DRINKING WATER PRODUCTION AND DISTRIBUTION.  
WASTEWATER COLLECTION AND TREATMENT.  
CUSTOMER SERVICE.**

a été évalué et jugé conforme aux exigences requises par :  
has been assessed and found to meet the requirements of:

**ISO 9001 : 2008 – ISO 14001 : 2004**

et est déployé sur les sites suivants :  
and is developed on the following locations:

**Siège : 21 RUE LA BOETIE FR 75008 PARIS**

Liste complémentaire des sites certifiés en pages 2 à 6 / Complementary list of certified locations on pages 2 to 6

Le détail des activités et sites certifiés par norme est mentionné sur les certificats suivants :  
The description of certified activities and locations per standard is mentioned on the following certificates:

Certificat ISO 14001 : 2004 n° 69286  
Certificat ISO 9001 : 2008 n° 69287

Ce certificat est valable à compter du (année/mois/jour)  
This certificate is valid from (year/month/day)

**2017-11-13**

Jusqu'au  
Until

**2018-09-14**

Ce document est signé électroniquement. Il constitue un original électronique à valeur probatoire.  
This document is electronically signed. It stands for an electronic original with probatory value.

**Franck LEBEUGLE**  
**Directeur Général d'AFNOR Certification**  
Managing Director of AFNOR Certification



Flashez ce QR Code pour  
vérifier la validité du certificat

Document certifié électronique, consultable sur <https://www.afnor.org> pour la vérification de la certification de l'organisme. The electronic certificate only available on <https://www.afnor.org> website to verify the certificate of AFNOR. Les données certifiées sont celles de l'organisme certifié. Information on the accreditation held by AFNOR Certification and its subsidiaries is available at <https://www.afnor.org>. AFNOR Certification est accrédité par le gouvernement français (COFRAC) n° 1512. 11-2016.

11 rue Francis de Pressensac - 93571 La Plaine Saint-Denis Cedex - France - T. +33 (0)1 41 82 80 00 - F. +33 (0)1 49 17 90 00  
SAS au capital de 15 187 000 € - 479 076 002 RCS Bobigny - [www.afnor.org](http://www.afnor.org)



(\*) La directive 2012/27/UE instaure un audit énergétique obligatoire dans les grandes entreprises, obligation reprise par la loi DDADUE. Certifiées ISO 50001, ces entreprises sont exemptées de cette obligation et peuvent valoriser leurs actions d'économies d'énergie grâce à la bonification des CEE.

## 6.9. Actualité réglementaire 2017

Certains textes présentés ci-dessous ont un impact contractuel. Veolia se tient à disposition pour vous aider dans la mise en œuvre de ces textes et évaluer leurs conséquences pour votre service.

### Services publics locaux

#### → GEMAPI

L'acronyme GEMAPI pour « GEStion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations » désigne communément le transfert obligatoire d'un bloc de 4 des 12 compétences désignées dans l'article L211-7 du Code de l'Environnement vers les communes ou les EPCI à fiscalité propre, tel qu'introduit dans la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (dite « MAPTAM »).

#### Transfert de compétences.

La loi 2017-1828 du 30 décembre 2017 (JO du 31/12/17) assouplit ce transfert de compétences à travers différentes mesures juste avant que celui-ci ne rentre en application au 1<sup>er</sup> janvier 2018. Tout d'abord, les départements et les régions qui assuraient une ou des actions de la GEMAPI pourront continuer leur politique GEMAPI au-delà du 1<sup>er</sup> janvier 2020. Par ailleurs, le texte donne la possibilité à un syndicat mixte ouvert d'adhérer à un autre syndicat mixte ouvert, par dérogation au droit en vigueur, et ce jusqu'au 31 décembre 2019. Le texte introduit également la possibilité aux communes ou aux EPCI de transférer une partie des compétences de la GEMAPI à un EPAGE ou un EPTB (notion de « sécabilité » du transfert de compétence). De même, il introduit un régime de responsabilité limitée pour les intercommunalités qui se voient confier la compétence GEMAPI entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et le 1<sup>er</sup> janvier 2020.

#### Taxe GEMAPI.

L'article 53 de loi de finances rectificative pour 2017 (loi n° 2017-1775 du 28 décembre 2017) apporte un assouplissement à la taxe GEMAPI :

- un EPCI qui a pris la compétence de GEMAPI depuis le 1er janvier 2018 peut instaurer la taxe GEMAPI par délibération prise avant le 1er octobre 2017 ;
- cependant, et par exception, ces mêmes EPCI peuvent prendre la délibération instaurant la taxe GEMAPI jusqu'au 15 février 2018.

#### → *Marchés publics et concessions*

A compter du 1er janvier 2018, de nouveaux seuils ont été fixés pour les procédures formalisées. En particulier, le seuil applicable aux marchés publics de fournitures et de services des collectivités territoriales est passé de 209 000 à 221 000€HT et celui applicable aux marchés publics de travaux et aux contrats de concessions de 5 225 000 à 5 548 000€HT.

Concernant les modalités de passation et d'exécution des contrats publics, divers textes sont venus préciser des points particuliers:

- l'instruction de la DGFIP du 9 février 2017 complète les dispositions de l'article L.1611-7-1 du CGCT qui prévoit le dispositif de convention par lequel un mandataire personne privée peut légalement recouvrer et encaisser des recettes publiques en lieu et place du comptable public. Ce dispositif doit être systématiquement mis en place en cas de maniement de fonds publics par le cocontractant privé en application d'un contrat de gestion d'un service public,
- l'instruction interministérielle du 27 avril 2017 rappelle qu'en vertu du droit de l'Union Européenne, une délibération ou une clause contractuelle qui impose la maîtrise de la langue française pour l'exécution d'un marché public ou d'un contrat de concession constitue une violation du principe de non-discrimination et est illégale. Cette illégalité peut entacher toute la procédure d'appel d'offres,

- le décret du 10 avril 2017 porte diverses dispositions relatives à la commande publique et instaure notamment un seuil de 25 000€ en deçà duquel les acheteurs publics ne sont pas soumis aux obligations de l'open data,

en prévision de la dématérialisation totale des contrats de la commande publique au 1er octobre 2018, deux arrêtés du 14 avril 2017 précisent les données essentielles ainsi que les fonctionnalités et exigences minimales des profils d'acheteurs.

### → *Numérique*

#### **Saisie de l'administration par Voie Electronique.**

La possibilité pour tout administré de saisir l'administration par voie électronique est entrée définitivement en vigueur le 7 novembre 2016. Cette faculté s'applique selon les mêmes règles aux administrations de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics administratifs et aux organismes et personnes de droit public et de droit privé chargés d'une mission de service public administratif.

La circulaire conjointe des ministères de l'Aménagement du Territoire et de l'Intérieur à destination des Préfets, en date du 10 avril 2017, vise à préciser les modalités de mise en œuvre de la saisie de l'administration par voie électronique (SVE).

#### **Facturation électronique.**

L'instruction du 22 février 2017 précise les modalités de traitement des factures électroniques reçues et émises conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, au décret n° 2016-1478 du 2 novembre 2016 et à l'arrêté d'application du 9 décembre 2016.

L'arrêté du 9 mars 2017 vient modifier l'arrêté du 17 avril 2014 relatif au télé service « Chorus Pro » et prévoit notamment la conservation pendant 10 ans des données recueillies.

### → *Autorisation environnementale unique*

Trois ans après le lancement des premières expérimentations, l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses deux décrets (n° 2017-81 et n° 2017-82) du même jour généralisent et pérennisent, à partir du 1er mars 2017, le principe d'une autorisation environnementale unique pour certains projets, principalement ceux qui sont soumis à autorisation au titre de la police de l'eau (IOTA) ou de la police des installations classées (ICPE). Sur le plan formel, ces textes ajoutent au livre premier du code de l'environnement un nouveau titre VIII intitulé Procédures administratives, avec un seul chapitre intitulé Autorisation environnementale.

Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine demeurent toutefois régis par le Code de l'Environnement (articles L 214-1 et L 215-13) ainsi que l'article du L 1321-7 du Code de la Santé Publique.

### → *ICPE /IOTA*

#### **Informations sensibles ICPE.**

L'instruction du gouvernement en date du 6 novembre 2017, relative à la mise à disposition et aux conditions d'accès des informations potentiellement sensibles pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance dans les ICPE, précise les dispositions devant être prises pour s'assurer que les documents diffusés au public ne comportent pas d'informations sensibles de nature à faciliter la commission d'actes de malveillance. Elle réaffirme l'importance de ne pas restreindre la diffusion et l'accès aux informations utiles pour l'information du public et ne présentant aucun caractère sensible vis-à-vis de la sûreté. Elle rappelle que les informations présentant un caractère sensible vis-à-vis de la sûreté et pouvant faciliter la commission d'actes de malveillance ne sont pas communicables, mais que des modalités peuvent être prévues pour permettre leur consultation par des personnes justifiant d'un intérêt à être informées.

### **Evaluation environnementale / délai de régularisation IOTA-ICPE.**

L'ordonnance n° 2017-124 du 2 février 2017 modifie les articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement. Ce texte modifie les règles applicables au régime juridique des projets soumis à évaluation environnementale, afin d'assurer la conformité du droit interne avec le droit de l'Union Européenne.

Le dispositif national qui résulte des dispositions de l'article L. 171-7 du code de l'environnement, autorisant l'administration à édicter des mesures conservatoires pour encadrer la poursuite d'activité en cas d'exploitation sans autorisation d'une installation, est non-conforme à la directive 2014/52/UE. Le délai imparti à l'exploitant pour régulariser sa situation administrative est désormais limité à un an. Pendant ce délai, l'autorité administrative peut notamment suspendre le fonctionnement de l'installation, sauf motifs d'intérêt général.

### **Enregistrement ICPE : formulaire Cerfa obligatoire.**

A compter du 16 mai 2017, toute demande d'exploitation d'une installation classée relevant du régime de l'enregistrement devra être effectuée via le formulaire Cerfa n°15679\*01. Ce document est rendu obligatoire par un arrêté ministériel du 3 mars 2017. Le formulaire, accompagné de sa notice explicative, récapitule l'ensemble des renseignements exigés pour constituer le dossier de demande d'enregistrement. Ce dernier devra notamment comporter la description de la sensibilité environnementale de la zone d'implantation et celle des incidences notables du projet sur l'environnement. Le Préfet appréciera la nécessité pour le demandeur d'effectuer ou non une évaluation environnementale.

#### **→ Amiante**

Le décret n° 2017-899 du 9 mai 2017 précise les conditions d'application de l'article 113 de la loi n°2016-1088 du 8 août 2016 relative au travail, à la modernisation du dialogue social et à la sécurisation des parcours professionnels.

Selon cet article, le donneur d'ordre, le maître d'ouvrage ou le propriétaire d'immeubles, d'équipements, de matériels ou d'articles doit faire rechercher la présence d'amiante avant toute opération comportant des risques d'exposition des travailleurs à l'amiante.

Le décret du 9 mai 2017 précise que les modalités de réalisation du repérage seront détaillées dans un arrêté spécifique à chaque domaine. Pour chaque secteur, la date d'entrée en vigueur du dispositif sera fixée par ces arrêtés et ne pourra excéder le 1er octobre 2018

Le décret fixe également les mesures à prévoir dans les situations dans lesquelles le repérage ne peut être mis en oeuvre. Dans ces cas, les mesures de protection individuelle et collective à prévoir seront définies par les arrêtés ministériels.

#### **→ Travaux à proximité des réseaux**

L'arrêté du 1 août 2017 (JO du 23/09/17) fixe pour l'année 2017 le barème des redevances instituées pour financer le téléservice « Guichet Unique » (de l'INERIS) référençant les réseaux de transport et de distribution en vue de prévenir leur endommagement lors de travaux tiers.

Le décret n° 2017-1557 du 10 novembre 2017 définit les modalités simplifiées de calcul de la redevance relative au financement du guichet unique recensant les réseaux implantés en France. Il fixe les règles de financement du guichet unique complémentaire au guichet précité et destiné à faciliter le déploiement du numérique à très haut débit. Il insère et met en cohérence les dispositions réglementaires du code de l'environnement relatives aux canalisations présentant des risques pour les personnes ou pour l'environnement. Enfin, il fixe les dispositions de sécurité applicables aux appareils et matériels concourant à l'utilisation des gaz combustibles. Le texte entre en vigueur le 1er janvier 2018.

### → *Certificats d'Economie d'Energie*

Le décret n° 2017-690 paru le 3 mai 2017 fixe une nouvelle période pour les certificats d'énergie (2018-2020).

L'arrêté du 9 février 2017 fixe les conditions de délivrance des certificats d'économie d'énergie (CEE) pour le programme d'innovation en faveur de la maîtrise de la demande énergétique « Economies d'énergie dans les TEPCV ». L'arrêté du 24 février vient modifier l'annexe de cet arrêté.

## *Service public de l'eau*

### → *Sécurité sanitaire*

L'article 2 de l'ordonnance n° 2017-9 du 5 janvier 2017 relative à la sécurité sanitaire vise à donner une assise législative à l'utilisation d'eau non potable.

L'utilisation d'eaux non-potables est possible pour certains usages, domestiques ou dans les entreprises alimentaires, lorsque la qualité de ces eaux n'a aucune influence, directe ou indirecte, sur la santé de l'utilisateur et sur la salubrité de la denrée alimentaire finale.

Un décret en Conseil d'Etat déterminera les modalités d'application de ces dispositions pour chaque type d'eau concernée.

### → *Surveillance de la qualité de l'eau destinée à la consommation humaine (EDCH)*

#### **Transposition des annexes II et III de la directive européenne 2015/1787.**

L'arrêté du 4 août 2017 procède à des mises à jour de quatre arrêtés antérieurs afin d'adapter en droit français certaines dispositions de la directive 2015/1787 de la Commission du 6 octobre 2015 modifiant les annexes II et III de la directive 98/83/CE du Conseil relative à la qualité des eaux destinées à la consommation humaine. Trois des quatre arrêtés modifiés concernent la surveillance de la qualité des EDCH :

- arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution : des conditions sont désormais fixées pour la réduction de la fréquence de certaines analyses et certains paramètres (chlorures, nitrates, sulfates) peuvent être exclus de ces analyses sous certaines conditions ;
- arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine : une référence de qualité désormais associée au baryum (et non plus une limite de qualité) ;
- arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire : il est désormais précisé que l'analyse des dangers se fonde sur l'application des lignes directrices en matière de sécurité de l'alimentation en eau potable, pour la gestion des risques et des crises – Partie 2: gestion des risques, précisées dans la norme NF EN 15975-2: 2013.

#### **Méthodes d'analyses.**

L'arrêté du 19 octobre 2017 (JO du 26/10/17) fixe les méthodes d'analyse et leurs caractéristiques de performance utilisées dans le cadre du contrôle sanitaire des eaux pour l'analyse des échantillons provenant des eaux destinées à la consommation humaine (à l'exception des eaux minérales naturelles), des eaux brutes utilisées pour la production d'eaux destinées à la consommation humaine et des eaux de baignade.

### **Surveillance des eaux superficielles.**

L'instruction du Ministère des affaires sociales et de la santé aux Agences Régionales de santé, en date du 28 mars 2017, précise les modalités de mise en œuvre de l'arrêté du 24 décembre 2015. Cet arrêté fixe le programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire et détaille le programme d'analyses supplémentaires effectuées à la ressource pour les eaux superficielles dont le débit prélevé est supérieur ou égal à 100 m<sup>3</sup>/jour.

Il s'agit d'un programme d'analyses additionnel (« RSadd ») par rapport au programme réalisé sur la ressource en eau. Il consiste en l'analyse de plusieurs paramètres selon une fréquence définie en fonction du débit prélevé à la ressource. Ce programme, initialement lancé en 2010, doit être reconduit tous les six ans. Le programme révisé comporte 10 substances supplémentaires (9 pesticides et l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS)). Pour ces nouveaux paramètres, la première analyse doit être réalisée avant le 31 décembre 2018.

#### **→ Sécurité civile et mise à jour des plans Orsec**

Dans une note aux Préfets en date du 13 juillet 2017, le Ministre de l'Intérieur fixe les mesures de consolidation du dispositif de sécurité et de gestion de crise de l'Etat. La mise à jour des plans ORSEC, généraux et spécialisés, fait partie des mesures à mettre en œuvre.

L'instruction Interministérielle n° DGS/VSS2/DGCS/DGSCGC/2017/138 du 19 juin 2017 traite spécifiquement de l'élaboration du dispositif de gestion des perturbations importantes de l'approvisionnement en eau potable. Elle introduit le guide d'aide à l'élaboration du dispositif ORSEC Eau Potable à décliner dans chaque département pour remédier à des ruptures qualitatives ou quantitatives, de plus ou moins longue durée, de l'eau destinée à la consommation humaine.

#### **→ Systèmes de brumisation d'eau**

Le décret n° 2017-657 du 27 avril 2017 vise à renforcer la réglementation relative aux brumisateurs afin de limiter leur impact sur la santé publique.

Applicable au 1er janvier 2018, ce décret modifie le code de la santé publique et est complété par l'arrêté du 7 août 2017 qui fixe les règles techniques et procédurales visant à la sécurité sanitaire des systèmes collectifs de brumisation d'eau.

#### **→ Equipements sous pression**

L'arrêté du 20 novembre 2017, publié le 2 décembre 2017, introduit une refonte globale de la réglementation entourant le suivi en service des équipements sous pression. L'objectif est de simplifier et d'harmoniser les règles applicables avec pour conséquence d'intégrer plus de souplesse plus de souplesse mais également des obligations renforcées dans les vérifications auxquelles sont soumis les équipements sous pression tout au long de leur cycle de vie. Les nouvelles dispositions introduites par cet arrêté prennent effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

## **Eau potable, Biodiversité et Qualité des milieux**

#### **→ Biodiversité**

### **Zone prioritaires pour la biodiversité.**

Le décret n° 2017-176 du 13 février 2017 porte sur les zones prioritaires pour la biodiversité. Il détermine les conditions dans lesquelles, lorsque l'évolution des habitats d'une espèce protégée au titre de l'article L. 411-1 du code de l'environnement est de nature à compromettre le maintien dans un état de conservation favorable d'une population de cette espèce, l'autorité administrative peut mettre en place des zones prioritaires pour la biodiversité. Dans ces zones, les préfets pourront établir des programmes d'actions favorables à ces espèces et s'il en est besoin, rendre obligatoires certaines pratiques agricoles.

### **Données faune et Flore.**

Depuis le 1er janvier 2018, les données d'inventaire faune et flore collectées sur les sites en propre ou pour le compte d'un client public ou privé doivent être obligatoirement reversées à l'Inventaire du Patrimoine Nature (IPN). Cette nouvelle obligation légale résulte de l'article 7 de la loi Biodiversité de 2016 (art. L 411-1A du Code de l'environnement) qui précise qu'il s'agit des données brutes recueillies entre autres lors des études d'impact de certaines ICPE, IOTA et autres projets. Un téléservice public permettant la saisie ou le versement sécurisé à distance des données par le MTES est prévu courant février 2018.

### **Sites naturels de compensation.**

Introduit par l'article 69 de la loi du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, ce dispositif est codifié dans les articles L.163.1, L.163.3 et L.163.4 du code de l'environnement. Sans modifier les exigences et l'application de la séquence ERC (Eviter, Réduire et Compenser), ce dispositif complète le panel d'outils à disposition des maîtres d'ouvrages pour remplir leur obligation de compensation. Il vise notamment à répondre aux difficultés de mise en oeuvre effective de la compensation liées à la disponibilité des terrains et à l'absence de cohérence géographique des mesures, qui révèle un réel besoin de planification territoriale.

Deux décrets sur les sites naturels de compensation :

- *Décret n° 2017-264 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : Ce texte définit les modalités de délivrance de l'agrément des sites naturels de compensation.
- *Décret n° 2017- 265 du 28 février 2017 relatif à l'agrément des sites naturels de compensation* : ce texte définit les conditions d'obtention de l'agrément. Le contenu de l'agrément devra préciser le site concerné, les aménagements et leurs objectifs de compensation. Une fois obtenu, ledit agrément est valide pendant au moins trente ans. Il peut être modifié ou retiré si le site ne remplit plus les conditions pour lesquelles il a été délivré. L'arrêté du 10 avril 2017 fixe la composition du dossier de demande d'agrément d'un site naturel de compensation prévu à l'article D. 163-3 du code de l'environnement.

#### **→ Zones vulnérables**

L'arrêté du 27 avril 2017 complète la liste des productions agricoles déjà établies par les arrêtés du 11 octobre 2016 et du 19 décembre 2011 relatifs au programme d'actions national à mettre en oeuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole. Les mesures de ce programme d'actions national visent à lutter contre la pollution par les nitrates d'origine agricole dans les zones classées comme vulnérables.

Par ailleurs, l'instruction DGPE/SDPE/2017-805 du 6 octobre 2017 précise que le réexamen, et le cas échéant, la révision des programmes d'action "nitrates" régionaux doit aboutir avant l'été 2018, de manière à les mettre en oeuvre dans les zones vulnérables au 1er septembre 2018.

#### **→ Substances prioritaires dans les milieux**

La note technique du Ministère de l'Environnement en date du 19 septembre 2017 marque le lancement de la mise à jour des états des lieux du troisième cycle de gestion de la directive cadre sur l'eau. Cette note explique les points essentiels relatifs à la mise à jour des états des lieux de la directive cadre sur l'eau en 2019 et introduit le guide technique national d'accompagnement de ce travail.

Cette note est complétée par celle du 20 octobre 2017 qui porte plus spécifiquement sur la réalisation de l'inventaire des émissions de substances dangereuses dans le cadre de la mise à jour des états des lieux et de la rédaction des SDAGE pour le troisième cycle de la Directive cadre sur l'eau.

### → *Surveillance des milieux aquatiques*

En application de l'article 12 de l'arrêté du 27 octobre 2011 portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du Code de l'Environnement, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 11 février 2017 fixe les limites de quantification pour un ensemble de couples « paramètre-matrice ».

De même, l'avis du Ministère de l'Environnement publié au JO du 1<sup>er</sup> septembre 2017 fixe les méthodes des couples « élément de qualité biologique - méthode » ainsi que leur date d'entrée en vigueur.

### → *Police de l'eau et contrôle*

Une note technique ministérielle du 22 août 2017 vise à conforter les modalités de coordination des services et des établissements publics en charge de missions de police de l'eau et de la nature à la suite la mise en place de l'Agence Française pour la Biodiversité le 1er janvier 2017.

### → *Action de groupe en matière environnementale*

L'action de groupe a vu son champ d'application élargi avec notamment la loi n° 2016-1547 du 18 novembre 2016 de modernisation de la justice du XXI<sup>e</sup> siècle (loi dite « J 21 ») et son décret n° 2017-888 du 6 mai 2017 qui a créé un socle commun procédural aux actions de groupes dites « sectorielles » tout en prévoyant une adaptation aux particularités de chaque dommage, notamment en matière d'« Environnement » qui est codifiée aux articles L 142-3-1 nouveau du code de l'environnement. Le décret d'application précité vient préciser la procédure applicable tant devant le juge judiciaire que devant le juge administratif. Il détermine également les conditions d'agrément des associations concernées autres que celles agréées pour la protection de l'environnement.

### → *Infractions et prescription pénale*

La circulaire du 28 février 2017 précise les dispositions de la loi n° 2017-242 du 27 février 2017 portant réforme de la prescription en matière pénale et harmonisant les délais de prescription.

La durée de la prescription de l'action publique est doublée pour les infractions de droit commun et le point de départ du délai de prescription reste le même : « à compter du jour où l'infraction a été commise ».

Un délai butoir a été introduit : un délit ou un crime occulte ou dissimulé ne peuvent être poursuivis respectivement plus de douze ans ou de trente ans à compter de leur commission (sauf intervention d'un acte interruptif de prescription). Un certain nombre d'actes de procédure ont l'effet d'interrompre le cours de la prescription (un nouveau délai commence à courir, en principe identique au premier) ce qui peut conduire à des délais extrêmement longs entre la commission de l'infraction et son jugement définitif.

La réforme est entrée en vigueur le 1er mars 2017.

## 6.10. Glossaire

Le présent glossaire est établi sur la base des définitions de l'arrêté du 2 mai 2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008 et de compléments jugés utiles à la compréhension du document.

### **Abonnement :**

L'abonnement désigne le contrat qui lie l'abonné au délégataire pour la prestation du service de l'eau ou de l'assainissement conformément au règlement du service. Il y a un abonnement pour chaque point d'accès au service (point de livraison d'eau potable ou de collecte des effluents qui dessert l'abonné, ou installation d'assainissement non collectif).

### **Abonnés domestiques ou assimilés :**

Les abonnés non domestiques sont redevables directement à l'Agence de l'eau pour les redevances de pollution et de modernisation des réseaux perçues habituellement sur les factures d'eau et d'assainissement. Il s'agit d'établissements dont les activités sont définies par un arrêté du 21/12/2017, et dont le volume d'activité dépasse certains seuils.

### **Capacité de production :**

Volume qui peut être produit par toutes les installations de production pour un fonctionnement journalier de 20 heures chacune (unité : m<sup>3</sup>/jour).

### **Certification ISO 14001 :**

Cette norme concerne le système de management environnemental. La certification s'applique aux aspects environnementaux que Veolia Eau peut maîtriser et sur lesquels il est censé avoir une influence. Le système vise à réduire les impacts liés à nos produits, activités et services sur l'environnement et à mettre en place des moyens de prévention des pollutions, en s'intéressant à la fois aux ressources et aux sous-produits du traitement dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification ISO 9001 :**

Cette norme concerne le système de management de la qualité. La certification ISO 9001 traduit l'engagement de Veolia à satisfaire les attentes de ses clients par la qualité des produits et des services proposés et l'amélioration continue de ses performances.

### **Certification ISO 22000 :**

Attestation fournie par un organisme certificateur qui valide la démarche de sécurité alimentaire effectuée par le délégataire.

### **Certification ISO 50001 :**

Cette norme concerne le système de management de l'énergie. Ce système traduit l'engagement de Veolia à analyser ses usages et ses consommations énergétiques pour privilégier la performance énergétique dans le respect de la législation en vigueur et la perspective d'une amélioration continue.

### **Certification OHSAS 18001 :**

Cette norme concerne le système de management de la santé et de la sécurité au travail.

### **Client (abonné) :**

Le client est une personne physique ou morale ayant souscrit un ou plusieurs abonnements auprès de l'opérateur du service public (par exemple service de l'eau, de l'assainissement, etc..). Le client est par définition desservi par l'opérateur. Il peut être titulaire de plusieurs abonnements, en des lieux géographiques distincts appelés points de service et donc avoir plusieurs points de service. Pour distinguer les services, on distingue les clients eau, les clients assainissement collectif et les clients assainissement non collectif. Le client perd sa qualité d'abonné à un point de service donné lorsque le service n'est plus délivré à ce point de service, de façon définitive, quelle que soit sa situation vis-à-vis de la facturation (il n'est plus

desservi, mais son compte peut ne pas encore être soldé). Pour Veolia, un client correspond à un abonnement : le nombre de clients est égal au nombre d'abonnements.

#### **Consommation individuelle unitaire :**

Consommation annuelle des clients particuliers individuels divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients particuliers individuels et collectifs (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Consommation globale unitaire :**

Consommation annuelle totale des clients divisée par la durée de la période de consommation et par le nombre de clients (unité : m<sup>3</sup>/client/an).

#### **Délai maximal d'ouverture des branchements pour les nouveaux abonnés défini par le service et taux de respect de ce délai [D 151.0] :**

Ce délai est le temps exprimé en heures ou en jours sur lequel s'engage le service pour ouvrir un branchement neuf (hors délai de réalisation des travaux) ou remettre en service un branchement existant. Le taux de respect est exprimé en pourcentage du nombre de demandes d'ouverture d'un branchement pour lesquelles le délai est respecté. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Développement durable :**

Le rapport Brundtland a défini en 1987 la notion de développement durable comme « un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs ». La conférence de Rio de 1992 a popularisé cette définition de développement économique efficace, équitable et soutenable, et celle de programme d'action ou « Agenda 21 ». D'autres valeurs sont venues compléter ces notions initiales, en particulier être une entreprise responsable, respecter les droits humains, assurer le droit des habitants à disposer des services essentiels, favoriser l'implication de la société civile, faire face à l'épuisement des ressources et s'adapter aux évolutions climatiques.

**Les Objectifs du Développement Durable (ODD) de l'agenda 2030** sont un ensemble de 17 objectifs établis en 2015 par les Nations Unies et concernent tous les pays (développés et en voie de développement), dont l'objectif 6 : Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement.

Ces nouveaux objectifs succèdent aux Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD de 2000 à 2015) pour réduire la pauvreté dans les pays en voie de développement (à ce titre Veolia a contribué à l'accès de 6,5 millions de personnes à l'eau potable et a raccordé près de 3 millions de personnes aux services d'assainissement dans les pays émergents).

#### **Eau souterraine influencée :**

Eaux d'origine souterraine provenant de milieux fissurés présentant une turbidité périodique importante et supérieure à 2 NFU.

#### **HACCP :**

Hazard Analysis Critical Control Point : méthode d'identification et de hiérarchisation des risques développée à l'origine dans le secteur agroalimentaire, cette méthode est depuis utilisée pour les systèmes d'alimentation en eau potable.

#### **Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau [P108.3] :**

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

- ◆ 0 % : aucune action ;
- ◆ 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ;
- ◆ 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;
- ◆ 50 % : dossier déposé en préfecture;
- ◆ 60 % : arrêté préfectoral ;
- ◆ 80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;

- ◆ 100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en tenant compte des volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable.

#### **Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable [P103.2] :**

Cet indicateur évalue, sur une échelle de 0 à 120 points, à la fois :

- ◆ le niveau de connaissance du réseau et des branchements,
- ◆ et l'existence d'une politique de renouvellement pluri-annuelle du service d'assainissement collectif.

L'échelle est de 0 à 100 points pour les services n'exerçant pas la mission de distribution.

Fiche indicateur disponible sur le site de l'Observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://services.eaufrance.fr/>

#### **Indice linéaire de pertes en réseau [P106.3] :**

L'indice linéaire de pertes en réseau est égal au volume perdu dans les réseaux par jour et par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Cette perte est calculée par différence entre le volume mis en distribution et le volume consommé autorisé. Il est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

#### **Indice linéaire des volumes non comptés [P105.3] :**

L'indice linéaire des volumes non comptés est égal au volume journalier non compté par kilomètre de réseau (hors linéaires de branchements). Le volume non compté est la différence entre le volume mis en distribution et le volume comptabilisé. L'indice est exprimé en m<sup>3</sup>/km/jour.

#### **Nombre d'habitants desservis (Estimation du) [D101.0] :**

Il s'agit de la population totale (avec 'double compte') desservie par le service, estimée par défaut à partir des populations authentifiées annuellement par décret pour les communes du service et des taux de couverture du service sur ces communes. Conformément à la réglementation en vigueur, l'exercice de l'année N donne le recensement de l'année N-3.

#### **Parties prenantes :**

Acteurs internes et externes intéressés par le fonctionnement d'une organisation, comme un service d'eau ou d'assainissement : salariés, clients, fournisseurs, associations, société civile, pouvoirs publics ...

#### **Prélèvement :**

Un prélèvement correspond à l'opération permettant de constituer un ou plusieurs échantillons cohérents (un échantillon par laboratoire) à un instant donné (ou durant une période donnée) et à un endroit donné (1 prélèvement = n échantillons pour n laboratoires). (Circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008)

#### **Rendement du réseau de distribution [P104.3] :**

Le rendement du réseau est obtenu en faisant le rapport entre, d'une part le volume consommé autorisé augmenté du volume vendu à d'autres services publics d'eau potable et, d'autre part le volume produit augmenté des volumes achetés à d'autres services publics d'eau potable. Le volume consommé sans comptage et le volume de service du réseau sont ajoutés au volume comptabilisé pour calculer le volume consommé autorisé. Le rendement est exprimé en pourcentage. (Arrêté du 2 mai 2007)

La Loi Grenelle 2 a imposé un rendement minimum à atteindre pour chaque réseau de distribution, dont la valeur dépend de la densité de l'habitat et de la taille du service, ainsi que de la disponibilité de la ressource en eau. Cette valeur « seuil » est définie par le décret 2012-97 du 27 janvier 2012. Cette définition réglementaire est transcrite dans la formule générique donnée ci-après :

$$\text{Objectif Rdt Grenelle 2} = \text{Min} (A + 0,2 \text{ ILC} ; 85)$$

Avec :

- ◆ Objectif Rdt Grenelle 2 exprimé en % ;
- ◆ ILC : Indice Linéaire de Consommation ( $m^3/j/km$ ) qui traduit la densité de l'habitat et la taille du service ;
- ◆ A = 65 dans la majorité des situations excepté pour les réseaux alimentés, d'une part, par une ressource en eau classée en Zone de Répartition des Eaux (ZRE) et, d'autre part, par des prélèvements supérieurs à 2  $Mm^3/an$  où le terme A prend alors la valeur de 70 (pour tenir compte de la faible disponibilité de la ressource en eau).

#### **Réseau de desserte :**

Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution mais ne comprend pas les branchements.

#### **Réseau de distribution :**

Le réseau de distribution est constitué du réseau de desserte défini ci-dessus et des conduites de branchements.

#### **Résultat d'analyse :**

On appelle résultat d'analyse chaque valeur mesurée pour chaque paramètre. Ainsi pour un prélèvement effectué, il y a plusieurs résultats d'analyse (1 résultat par paramètre).

#### **Taux d'impayés [P154.0] :**

Il correspond au taux d'impayés au 31/12 de l'année N sur les factures émises au titre de l'année N-1. Le montant facturé au titre de l'année N-1 comprend l'ensemble de la facture, y compris les redevances prélèvement et pollution, la taxe Voies Navigables de France et la TVA liée à ces postes. Pour une facture donnée, les montants impayés sont répartis au prorata hors taxes et redevances de la part « eau » et de la part « assainissement ». Sont exclues les factures de réalisation de branchements et de travaux divers. (Arrêté du 2 mai 2007)

#### **Taux d'occurrence des interruptions du service non programmées [P151.1] :**

Nombre de coupures d'eau, par millier d'abonnés, survenues au cours de l'année pour lesquelles les abonnés concernés n'ont pas été informés au moins 24h à l'avance.

Les coupures de l'alimentation en eau liées à des problèmes qualitatifs sont prises en compte.

Les coupures chez l'abonné lors d'interventions effectuées sur son branchement ne sont pas prises en compte.

#### **Taux de clients mensualisés :**

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement mensuel par prélèvement bancaire.

#### **Taux de clients prélevés :**

Pourcentage du nombre total de clients ayant opté pour un règlement des factures par prélèvement bancaire.

### Taux de conformité aux paramètres microbiologiques [P101.1] :

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ Ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique
- ◆ Et le cas échéant ceux réalisés par le délégataire dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements aux fins d'analyses microbiologiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### Taux de conformité aux paramètres physico-chimiques [P102.1] :

**Pour les services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : pourcentage des prélèvements aux fins d'analyses physico-chimiques jugés conformes selon la réglementation en vigueur. Les prélèvements considérés sont :

- ◆ ceux réalisés par l'ARS dans le cadre du Contrôle Sanitaire en application de l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique.
- ◆ et le cas échéant ceux réalisés par l'opérateur dans le cadre de sa surveillance lorsque celle-ci se substitue en partie au Contrôle Sanitaire dans le cadre de l'arrêté du 21 novembre 2007 relatif aux modalités de prise en compte de la surveillance des eaux destinées à la consommation humaine dans le cadre du contrôle sanitaire, pris en application de l'article R. 1321-24 du code de la santé publique

**Pour les services desservant moins de 5 000 habitants et produisant moins de 1 000 m<sup>3</sup>/j** : nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses physico-chimiques effectués dans l'année et parmi ceux-ci nombre de prélèvements non conformes

### Taux de mutation (demandes d'abonnement) :

Nombre de demandes d'abonnement (mouvement de clients) rapporté au nombre total de clients, exprimé en pour cent.

### Taux de réclamations [P155.1] :

Ces réclamations peuvent être reçues par l'opérateur ou directement par la collectivité. Un dispositif de mémorisation et de suivi des réclamations écrites est à mettre en œuvre. Le taux de réclamations est le nombre de réclamations écrites rapporté au nombre d'abonnés divisé par 1 000. Sont prises en compte les réclamations relatives à des écarts ou des non-conformités vis-à-vis d'engagements contractuels, d'engagements de service, notamment au regard du règlement de service, ou vis-à-vis de la réglementation, à l'exception de celles relatives au niveau de prix.

### Volume acheté en gros (ou acheté à d'autres services d'eau potable) :

Le volume acheté en gros est le volume d'eau potable en provenance d'un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume importé.

### Volume comptabilisé :

Le volume comptabilisé résulte des relevés des appareils de comptage des abonnés (circulaire n° 12/DE du 28 avril 2008). Ce volume n'inclut pas le volume vendu en gros.

**Volume consommateurs sans comptage :**

Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation.

**Volume consommé autorisé :**

Le volume consommé autorisé est, sur le périmètre du service, la somme du volume comptabilisé, du volume consommateurs sans comptage et du volume de service du réseau.

**Volume de service du réseau :**

Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution.

**Volume mis en distribution :**

Le volume mis en distribution est la somme du volume produit et du volume acheté en gros (importé) diminué du volume vendu en gros (exporté).

**Volume produit :**

Le volume produit est le volume issu des ouvrages de production du service pour être introduit dans le réseau de distribution. Le volume de service de l'unité de production n'est pas compté dans le volume produit.

**Volume vendu en gros (ou vendu à d'autres services d'eau potable) :**

Le volume vendu en gros est le volume d'eau potable livré à un service d'eau extérieur. Il est strictement égal au volume exporté.

## 6.11. Listes d'interventions

### 6.11.1. LISTE DES FUITES SUR CANALISATIONS

Commune	Date	Adresse	Diamètre
BEAUVAIS	01/01/2017	RUE DE CLERMONT	300
BEAUVAIS	01/01/2017	23 RUE DES JONQUILLES	75
BEAUVAIS	01/01/2017	RUE LANGLET DUFRESNOY	60
BEAUVAIS	01/01/2017	8 RUE DE SAINT LOUIS	80
BEAUVAIS	01/01/2017	6 RUE JULES VERNE	100
BEAUVAIS	01/01/2017	RUE DE LA TAPISSERIE	80
BEAUVAIS	01/03/2017	17 RUE DU PONT LAVERDURE	60
BEAUVAIS	01/03/2017	26 RUE BERNARD PALISSY	50
BEAUVAIS	01/08/2017	RUE ALPHONSE DUPONT	80
BEAUVAIS	01/08/2017	41 RUE DU BERRY	60
BEAUVAIS	01/09/2017	6 RUE DU MONT CAPRON	60
BEAUVAIS	01/09/2017	IMPASSE DE L'ELYSEE	50
BEAUVAIS	01/09/2017	SENTIER DE LA PLACE	60
BEAUVAIS	01/10/2017	RUE DE L'ETAMINE	60
BEAUVAIS	01/10/2017	IMPASSE DES CHEMINOTS	60
BEAUVAIS	01/11/2017	RESIDENCE BELLEVUE	100
BEAUVAIS	01/11/2017	RUE DE LA BRIQUETERIE	250
BEAUVAIS	01/12/2017	RESIDENCE JEANNE HACHETTE	100
BEAUVAIS	01/12/2017	RUE DES VIGNES	125

## 6.11.2. LISTE DES FUITES SUR BRANCHEMENTS

Commune	Date	Adresse	Diamètre
BEUVAIS	01/01/2017	92 RUE NOTRE DAME DU THIL	40
BEUVAIS	01/02/2017	16 RUE LEON BERNARD	32
BEUVAIS	01/02/2017	29 RUE JEAN RACINE	25
BEUVAIS	01/02/2017	RESIDENCE BELLEVUE	25
BEUVAIS	01/03/2017	20 RUE DES FAUVETTES	25
BEUVAIS	01/03/2017	RUE MAURICE SEGONDS	25
BEUVAIS	01/03/2017	RUE DU BERRY	25
BEUVAIS	01/03/2017	16 RUE ANCIEN COMBATTANT D'AFRIQUE DU NORD	25
BEUVAIS	01/03/2017	17 RUE ANCIEN COMBATTANT D'AFRIQUE DU NORD	25
BEUVAIS	01/04/2017	ANGLE RUE DE TILLOY RUE DE LA BAUVE	25
BEUVAIS	01/04/2017	RUE DE NIVILLERS	25
BEUVAIS	01/04/2017	10 RUE DE VILLERS SUR THERE	25
BEUVAIS	01/04/2017	12 RUE DE VILLERS SUR THERE	25
BEUVAIS	01/04/2017	14 ALLEE EDGAR DEGAS	25
BEUVAIS	01/05/2017	20 RUE DES FAUVETTES	25
BEUVAIS	01/05/2017	11 RUE GEORGES GUILLEMEAU	25
BEUVAIS	01/08/2017	224 RUE MARCEL D'ASSAULT	25
BEUVAIS	01/08/2017	6 RUE VAN GOGH	25
BEUVAIS	01/08/2017	13 RUE JEAN SEBASTIEN BACH	25
BEUVAIS	01/08/2017	4 RUE CAMARD	50
BEUVAIS	01/08/2017	14 RUE ANDRE DERAINE	25
BEUVAIS	01/08/2017	6 RUE MAITRE DENIS	25
BEUVAIS	01/08/2017	21 RUE LEON BERNARD	25
BEUVAIS	01/08/2017	99 RUE DE LA MIE AU ROY	25
BEUVAIS	01/08/2017	24 RUE MAITRE DENIS	25
BEUVAIS	01/08/2017	26 RUE FAUBOURG SAINT ANDRE	25
BEUVAIS	01/08/2017	8 ALLEE ANDRE DERAINE	25
BEUVAIS	01/08/2017	5 RUE DU BERRY	25
BEUVAIS	01/08/2017	30 RUE DE L'ARGENTINE	25
BEUVAIS	01/08/2017	8 RUE MAURICE VLAMINCK	25
BEUVAIS	01/08/2017	6 RUE DES CHARDONNETS	25
BEUVAIS	01/08/2017	13 RUE DE GERBEROY	25
BEUVAIS	01/08/2017	5 RUE BOREL	25
BEUVAIS	01/08/2017	23 RESIDENCE BEAUSEJOUR	25
BEUVAIS	01/09/2017	2 RUE CLOS LIEUTENANT	25
BEUVAIS	01/09/2017	FACE 48 GEORGES BIZET	25
BEUVAIS	01/09/2017	13 RUE DE LA GARENNE	25
BEUVAIS	01/09/2017	RUE JEAN SEBASTIEN BACH	25
BEUVAIS	01/09/2017	35 RUE MARECHAL JOFFRE	25
BEUVAIS	01/09/2017	8 RUE VELAY	25
BEUVAIS	01/09/2017	8 ALLEE FREDERIC CHOPIN	25
BEUVAIS	01/09/2017	14 RUE MARCELLE GUEDELIN	25
BEUVAIS	01/09/2017	13 RUE DE LA GARENNE	25
BEUVAIS	01/09/2017	24 RUE DES CHARDONNETS	25
BEUVAIS	01/10/2017	50 RUE DE BRETAGNE	25

BEUVAIS	01/10/2017	IMPASS TOUSSAINT BERTIN	25
BEUVAIS	01/10/2017	14 RUE DE ORYSOTIS	25
BEUVAIS	01/10/2017	LA CRECHE SOIOBAN	40
BEUVAIS	01/10/2017	9 ALLEE MAURICE UTRILLO	25
BEUVAIS	01/10/2017	RUE LOUIS PRACHE	25
BEUVAIS	01/10/2017	18 RUE FERMEPIN	25
BEUVAIS	01/11/2017	5 RUE DE GESVRES	25
BEUVAIS	01/11/2017	RUE JACQUES GODETS	25
BEUVAIS	01/11/2017	20 ALLEE MAURICE DE VLAMINCK	25
BEUVAIS	01/11/2017	135 AVENUE MARCEL DASSAULT	25
BEUVAIS	01/12/2017	81 RUE MARECHAL JOFFRE	25

# Ressourcer le monde